Spedizione in abbonamento postale

Anno 93° — Numero 56

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Mercoledì, 5 marzo 1952 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA Abbonamento annuo L. 8024 Semestrale L. 4516
Trimestrale L. 2516 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8024 Semestrale L. 4516
Trimestrale L. 2516 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ,,) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 - Firenze, via Cavour n. 46 r - Napoli, via Chiaia n. 5 - Torino, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ,,) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

PRESIDENZA DELLA REPUBBLICA

COMUNICATO

Il Presidente della Repubblica ha ricevuto oggi alle ore 12,30 al Palazzo del Quirinale Sua Eccellenza il signor Alexandre Argyroupoulos, il quale Gli ha presentato le lettere che lo accreditano presso il Capo dello Stato in qualità di Ambasciatore straordinario e plenipotenziario di Grecia.

Roma, addì 20 febbraio 1952

(953)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 24 luglio 1951, n. 1740.

Adesione ed esecuzione della Convenzione sui privilegi e le immunità delle istituzioni specializzate.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire alla Convenzione sui privilegi e le immunità delle istituzioni specializzate, adottate dall'Assemblea generale delle Nazioni Unite con risoluzione 21 novembre 1947 nonchè agli Annessi riguardanti le singole istituzioni.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione suddetta a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, conformemente alla sezione 4 della Convenzione.

Art. 3.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Caprarola, addì 24 luglio 1951

EINAUDI

DE GASPERI — SFORZA — MARAZZA — PELLA — VANONI — SCELBA — SPATARO — GONELLA — LA MALFA — PACCIARDI — PICCIONI — SEGNI

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI

Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées

A

Considérant que l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a adopté le 13 février 1946 une résolution tendant à l'unification, dans la mesure du possible des privilèges et immunités dont jouissent l'Organisation des Nations Unies et les différentes institutions spécialisées;

Considérant que des consultations ont eu lieu entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, en vue de donner effet à ladite résolution;

En conséquence, par une résolution adoptée le 21 novembre 1947, l'Assemblée générale a approuvé la convention ci-après, qui est soumise pour acceptation aux institutions spécialisées, et pour adhésion à tout Mem-

bre de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'à tout autre Etat Membre d'une ou de plusieurs institutions spécialisées.

Article premier

Définitions et champ d'application

Section 1

Aux fins de la présente convention:

i) Les mots « clauses standard » visent les dispositions des articles II à IX.

ii) Les mots « institutions spécialisées » visent:

a) l'Organisation internationale du Travail;

b) L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture;

c) L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture;

d) L'Organisation de l'aviation civile internationale;

e) Le Fonds monétaire international;

f) La Banque internationale pour la reconstruction et le développement;

g) L'Organisation mondiale de la santé;

h) L'Union postale universelle;

i) L'Union internationale des télécommunications;

j) Toute autre institution reliée à l'Organisation des Nations Unies conformément aux articles 57 et 63 de la Charte.

iii) Le mot « convention », en tant qu'il s'applique à une institution spécialisée déterminée, vise les clauses standard modifiées par le texte final (ou revisé) de l'annexe transmise par ladite institution conformément aux sections 38 et 40.

iv) Aux fins de l'article III, les mots « biens et avoirs » s'appliquent également aux biens et fonds administrés par une institution spécialisée dans l'exercice de ses attributions organiques.

v) Aux fins des articles V et VII, l'expression « représentants des Membres » est considérée comme comprenant tous les délégués, délégués suppléants, conseillers, experts techniques et secrétaires de délégations.

vi) Aux fins des sections 13, 14, 15 et 25, l'expression « réunions convoquées par une institution spécialisée » vise les réunions (1) de son assemblée ou de son conseil de direction (quel que soit le terme utilisé pour les désigner), (2) toute commission prévue par son acte organique, (3) toute conférence internationale convoquée par elle, (4) toute commission de l'un quelconque des organes précédents.

vii) Le terme « directeur général » désigne le *fonctionnaire principal* de l'institution spécialisée en question, que son titre soit celui de Directeur général ou tout autre.

Section 2

Tout État partie à la présente convention accordera, en ce qui concerne toute institution spécialisée couverte par son adhésion et à laquelle la présente convention est devenue applicable en vertu de la section 37, les privilèges et immunités prévus par les clauses standard aux conditions qui y sont spécifiées, sous réserve de toutes modifications apportées aux dites clauses par les dispositions du texte final (ou revisé) de l'annexe relative à cette institution, dûment transmise conformément aux sections 36 ou 38.

Article II

Personnalité juridique

Section 3

Les institutions spécialisées possèdent la personnalité juridique. Elles ont la capacité *a*) de contracter, *b*) d'acquérir et de disposer des biens immobiliers et mobiliers, *c*) d'ester en justice.

Article III

Biens, fonds et avoirs

Section 4

Les institutions spécialisées, leurs biens et avoirs, en quelque endroit qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, jouissent de l'immunité de juridiction, sauf dans la mesure où elles y ont expressément renoncé dans un cas particulier. Il est entendu toutefois que la renonciation ne peut s'étendre à des mesures d'exécution.

Section 5

Les locaux des institutions spécialisées sont inviolables. Leurs biens et avoirs, en quelque endroit qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ou de toute autre forme de contrainte exécutive, administrative, judiciaire ou législative.

Section 6

Les archives des institutions spécialisées et, d'une manière générale, tous les documents leurs appartenant ou détenus par elles, sont inviolables, en quelque endroit qu'ils se trouvent.

Section 7

Sans être astreintes à aucun contrôle, réglementation ou moratoire financiers:

a) Les institutions spécialisées peuvent détenir des fonds, de l'or ou des devises de toute nature et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie.

b) Les institutions spécialisées peuvent transférer librement leurs fonds, leur or ou leurs devises d'un pays dans un autre ou à l'intérieur d'un pays quelconque et convertir toutes devises détenues par elles en toute autre monnaie.

Section 8

Dans l'exercice des droits qui lui sont accordés en vertu de la section ci-dessus, chacune des institutions spécialisées tiendra compte de toutes représentations qui lui seraient faites par le gouvernement de tout État partie à la présente convention dans la mesure où elle estimera pouvoir y donner suite sans porter préjudice à ses propres intérêts.

Section 9

Les institutions spécialisées, leurs avoirs, revenus et autres biens sont:

a) exonérés de tout impôt direct. Il est entendu, toutefois, que les institutions spécialisées ne demanderont pas l'exonération d'impôts qui ne seraient pas en excès de la simple rémunération de services d'utilité publique;

b) exonérés de tout droit de douane et de toutes prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation à l'égard d'objets importés ou exportés par les institutions spécialisées pour leur usage officiel; il est entendu, toutefois, que les articles ainsi importés en franchise ne seront pas vendus sur le territoire du pays dans lequel ils auront été introduits, à moins que ce ne soit à des conditions agréées par le gouvernement de ce pays;

c) exonérés de tout droit de douane et de toutes prohibitions et restrictions à l'égard de leurs publications.

Section 10

Bien que les institutions spécialisées ne revendiquent pas, en règle générale, l'exonération des droits d'accise et des taxes à la vente entrant dans le prix des biens mobiliers ou immobiliers; cependant, quand elles effectuent pour leur usage officiel des achats importants dont le prix comprend des droits et taxes de cette nature, les États parties à la présente convention prendront, chaque fois qu'il leur sera possible, les arrangements administratifs appropriés en vue de la remise ou du remboursement du montant de ces droits et taxes.

Article IV

Facilités des communications

Section 11

Chacune des institutions spécialisées, jouira, pour ses communications officielles, sur le territoire de tout État partie à la présente convention en ce qui concerne cette institution, d'un traitement non moins favorable que le traitement accordé par le gouvernement de cet État à tout autre gouvernement, y compris sa mission diplomatique, en matière de priorités, tarifs et taxes sur le courrier, les câblogrammes, télégrammes, téléphotos, communications téléphoniques et autres communications, ainsi qu'en matière de tarifs de presse pour les informations à la presse et à la radio.

Section 12

La correspondance officielle et les autres communications officielles des institutions spécialisées ne pourront être censurées.

Les institutions spécialisées auront le droit d'employer des codes ainsi que d'expédier et de recevoir leur correspondance par des courriers ou valises scellés qui jouiront des mêmes privilèges et immunités que les courriers et valises diplomatiques.

La présente section ne pourra en aucune manière être interprétée comme interdisant l'adoption de mesures de sécurité appropriées à déterminer suivant accord entre l'État partie à la présente convention et une institution spécialisée.

Article V

Représentants des Membres

Section 13

Les représentants des Membres aux réunions convoquées par une institution spécialisée jouissent, pendant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de la réunion, des privilèges et immunités suivants:

a) Immunité d'arrestation ou de détention et de saisie de leurs bagages personnels, et, en ce qui concerne les actes accomplis par eux en leur qualité officielle (y compris leurs paroles et écrits), immunité de toute juridiction;

b) Inviolabilité de tous papiers et documents;

c) Droit de faire usage de codes et de recevoir des documents ou de la correspondance par courrier ou par valises scellés;

d) Exemption pour eux-mêmes et pour leurs conjoints à l'égard de toutes mesures restrictives relatives à l'immigration, de toutes formalités d'enregistrement des étrangers, et de toutes obligations de service national dans les pays visités ou traversés par eux dans l'exercice de leurs fonctions;

e) Mêmes facilités en ce qui concerne les restrictions monétaires ou de change que celles accordées aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire;

f) Mêmes immunités et facilités en ce qui concerne leurs bagages personnels que celles accordées aux membres des missions diplomatiques d'un rang comparable.

Section 14

En vue d'assurer aux représentants des membres des institutions spécialisées aux réunions convoquées par elles une complète liberté de parole et une complète indépendance dans l'accomplissement de leurs fonctions l'immunité de juridiction en ce qui concerne les paroles ou les écrits ou les actes émanant d'eux dans l'accomplissement de leurs fonctions continuera à leur être accordée, même après que le mandat de ces personnes aura pris fin.

Section 15

Dans le cas où l'incidence d'un impôt quelconque est subordonnée à la résidence de l'assujetti, les périodes pendant lesquelles les représentants des membres des institutions spécialisées aux réunions convoquées par celles-ci se trouveront sur le territoire d'un Membre pour l'exercice de leurs fonctions ne seront pas considérées comme des périodes de résidence.

Section 16

Les privilèges et immunités sont accordés aux représentants des Membres, non pour leur bénéfice personnel, mais dans le but d'assurer en toute indépendance l'exercice de leurs fonctions en ce qui concerne les institutions spécialisées. Par conséquent, un Membre a non seulement le droit, mais le devoir de lever l'immunité de son représentant dans tous les cas où, à son avis, l'immunité empêcherait que justice soit faite et où l'immunité peut être levée sans nuire au but pour lequel elle est accordée.

Section 17

Les dispositions des sections 13, 14 et 15 ne sont pas opposables aux autorités de l'État dont la personne est ressortissante ou dont elle est ou a été le représentant.

Article VI

Fonctionnaires

Section 18

Chaque institution spécialisée déterminera les catégories de fonctionnaires auxquelles s'appliquent les dispositions du présent article ainsi que celles de l'arti-

cle VIII. Elle en donnera communication aux gouvernements de tous les États parties à la présente convention en ce qui concerne ladite institution ainsi qu'au Secrétaire général des Nations Unies. Les noms des fonctionnaires compris dans ces catégories seront communiqués de temps à autre aux gouvernements précités.

Section 19

Les fonctionnaires des institutions spécialisées:

a) jouiront de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle (y compris leurs paroles et écrits);

b) jouiront, en ce qui concerne les traitements et émoluments qui leur sont versés par les institutions spécialisées, des mêmes exonérations d'impôt que celles dont jouissent les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies, et dans les mêmes conditions;

c) ne seront pas soumis, non plus que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, aux mesures restrictives relatives à l'immigration, ni aux formalités d'enregistrement des étrangers;

d) jouiront, en ce qui concerne les facilités de change, des mêmes privilèges que les membres des missions diplomatiques d'un rang comparable;

e) jouiront en période de crise internationale, ainsi que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, des mêmes facilités de rapatriement que les membres des missions diplomatiques de rang comparable;

f) jouiront du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets à l'occasion de leur première prise de fonction dans le pays intéressé.

Section 20

Les fonctionnaires des institutions spécialisées seront exempts de toute obligation relative au service national. Toutefois, cette exemption sera, par rapport aux Etats dont ils sont les ressortissants, limitée à ceux des fonctionnaires des institutions spécialisées, qui en raison de leurs fonctions, auront été nommément désignés sur une liste établie par le Directeur général de l'institution spécialisée et approuvée par l'État dont il sont les ressortissants.

En cas d'appel au service national d'autres fonctionnaires des institutions spécialisées, l'État intéressé accordera, à la demande de l'institution spécialisée, les sursis d'appel qui pourraient être nécessaires en vue d'éviter l'interruption d'un service essentiel.

Section 21

Outre les privilèges et immunités prévus aux sections 19 et 20, le Directeur général de chaque institution spécialisée, ainsi que tout fonctionnaire agissant en son nom pendant son absence, tant en ce qui les concerne qu'en ce qui concerne leurs conjoints et enfants mineurs, jouiront des privilèges, immunités, exemptions et facilités accordés, conformément au droit international, aux envoyés diplomatiques.

Section 22

Les privilèges et immunités sont accordés aux fonctionnaires uniquement dans l'intérêt des institutions spécialisées et non pour leur bénéfice personnel. Chaque institution spécialisée pourra et devra lever l'immunité accordée à un fonctionnaire dans tous les cas où, à son avis, cette immunité empêcherait que justice soit faite et où l'immunité peut être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'institution spécialisée.

Section 23

Chaque institution spécialisée collaborera en tout temps avec les autorités compétentes des États Membres en vue de faciliter la bonne administration de la justice, d'assurer l'observation des règlements de police et d'éviter tout abus auquel pourraient donner lieu les privilèges, immunités et facilités énumérés au présent article.

Article VII

Abus des privilèges

Section 24

Si un État partie à la présente convention estime qu'il y a eu abus d'un privilège ou d'une immunité accordés par la présente convention, des consultations auront lieu entre cet État et l'institution spécialisée intéressée en vue de déterminer si un tel abus s'est produit et, dans l'affirmative, d'essayer de prévenir sa répétition. Si de telles consultations n'aboutissent pas à un résultat satisfaisant pour l'État et l'institution spécialisée intéressée, la question de savoir s'il y a eu abus d'un privilège ou d'une immunité sera portée devant la Cour internationale de Justice conformément à la section 32. Si la Cour internationale de Justice constate qu'un tel abus s'est produit, l'État partie à la présente convention et affecté par ledit abus aura le droit, après notification à l'institution spécialisée intéressée, de cesser d'accorder, dans ses rapports avec cette institution, le bénéfice du privilège ou de l'immunité dont il aurait été fait abus.

Section 25

1. Les représentants des Membres aux réunions convoquées par les institutions spécialisées pendant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leur voyage à destination ou en provenance du lieu de réunion, ainsi que les fonctionnaires, visés à la section 18 ne seront pas contraints par les autorités territoriales de quitter le pays dans lequel ils exercent leurs fonctions en raison d'activités exercées par eux en leur qualité officielle. Toutefois, dans le cas où une telle personne abuserait du privilège de résidence en exerçant dans ce pays des activités sans rapport avec ses fonctions officielles, elle pourra être contrainte de quitter le pays par le gouvernement de celui-ci, sous réserve des dispositions ci-après:

2. *a*) Les représentants d'un Membre ou les personnes jouissant de l'immunité diplomatique aux termes de la section 21 ne seront pas contraints de quitter le pays si ce n'est conformément à la procédure diplomatique applicable aux envoyés diplomatiques accrédités dans ce pays.

b) Dans le cas d'un fonctionnaire auquel ne s'applique pas la section 21 aucune décision d'expulsion ne sera prise sans l'approbation du ministre des Affaires étrangères du pays en question, approbation qui ne sera donnée qu'après consultation avec le Directeur général de l'institution spécialisée intéressée, et si une procédure d'expulsion est engagée contre un fonction-

naire, le Directeur général de l'institution spécialisée aura le droit d'intervenir dans cette procédure pour la personne contre laquelle la procédure est intentée.

Article VIII

Laissez-passer

Section 26

Les fonctionnaires des institutions spécialisées auront le droit d'utiliser les laissez-passer des Nations Unies et ce, conformément à des arrangements administratifs qui seront négociés entre le Secrétaire général des Nations Unies et les autorités compétentes des institutions spécialisées auxquelles seront délégués les pouvoirs spéciaux de délivrer les laissez-passer. Le Secrétaire général des Nations Unies notifiera à chacun des États parties à la présente convention les arrangements administratifs qui auront été conclus.

Section 27

Les laissez-passer des Nations Unies délivrés aux fonctionnaires des institutions spécialisées seront reconnus et acceptés comme titre valable de voyage par les États parties à la présente convention.

Section 28

Les demandes de visas (lorsque des visas sont nécessaires) émanant de fonctionnaires des institutions spécialisées, titulaires de laissez-passer des Nations Unies, et accompagnées d'un certificat attestant que ces fonctionnaires voyagent pour le compte d'une institution spécialisée, devront être examinées dans le plus bref délai possible. En outre, des facilités de voyage rapide seront accordées aux titulaires de ces laissez-passer.

Section 29

Des facilités analogues à celles qui sont mentionnées à la section 28 seront accordées aux experts et autres personnes qui, sans être munis d'un laissez-passer des Nations Unies, seront porteurs d'un certificat attestant qu'ils voyagent pour le compte d'une institution spécialisée.

Section 30

Les Directeurs généraux des institutions spécialisées, Directeurs généraux adjoints, Directeurs de département et autres fonctionnaires d'un rang au moins égal à celui de Directeur de département des institutions spécialisées, voyageant pour le compte des institutions spécialisées et munis d'un laissez-passer des Nations Unies, jouiront des mêmes facilités de voyage que les membres des missions diplomatiques d'un rang comparable.

Article IX

Règlement des différends

Section 31

Chaque institution spécialisée devra prévoir des modes de règlement appropriés pour :

a) Les différends en matière de contrats ou autres différends de droit privé dans lesquels l'institution spécialisée serait partie ;

b) les différends dans lesquels serait impliqué un fonctionnaire d'une institution spécialisée qui, du fait de sa situation officielle, jouit de l'immunité, si cette immunité n'a pas été levée conformément aux dispositions de la section 22.

Section 32

Toute contestation portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention sera portée devant la Cour internationale de Justice, à moins que, dans un cas donné, les parties ne conviennent d'avoir recours à un autre mode de règlement. Si un différend surgit entre une des institutions spécialisées, d'une part, et un État Membre d'autre part, un avis consultatif sur tout point de droit soulevé sera demandé en conformité de l'article 96 de la Charte et de l'article 65 du statut de la Cour, ainsi que des dispositions correspondantes des accords conclus entre les Nations Unies et l'institution spécialisée intéressée. L'avis de la Cour sera accepté par les parties comme décisif.

Article X

Annexe et application de la Convention à chaque institution spécialisée

Section 33

Les clauses standard s'appliqueront à chaque institution spécialisée sous réserve de toute modification résultant du texte final (ou révisé) de l'annexe relative à cette institution, ainsi qu'il est prévu aux sections 36 et 38.

Section 34

Les dispositions de la convention doivent être interprétées à l'égard de chacune des institutions spécialisées en tenant compte des attributions qui lui sont assignées par son instrument organique.

Section 35

Les projets d'annexes 1 à 9 constituent des recommandations aux institutions spécialisées qui y sont nommément designées. Dans le cas d'une institution spécialisée qui n'est pas désignée à la section 1, le Secrétaire général des Nations Unies transmettra à cette institution un projet d'annexe recommandé par le Conseil économique et social.

Section 36

Le texte final de chaque annexe sera celui qui aura été approuvé par l'institution spécialisée intéressée, conformément à sa procédure constitutionnelle. Chacune des institutions spécialisées transmettra au Secrétaire général des Nations Unies une copie de l'annexe approuvée par elle, qui remplacera le projet visé à la section 35.

Section 37

La présente convention deviendra applicable à une institution spécialisée lorsque celle-ci aura transmis au Secrétaire général des Nations Unies le texte final de l'annexe qui la concerne et lui aura notifié son acceptation des clauses standard modifiées par l'annexe et son engagement de donner effet aux sections 8, 18, 22, 23, 24, 31, 32, 42 et 45 (sous réserve de toutes modifications

de la section 32 qu'il pourrait être nécessaire d'apporter au texte final de l'annexe pour que celui-ci soit conforme à l'acte organique de l'institution) ainsi qu'à toutes dispositions de l'annexe qui imposent des obligations à l'institution. Le Secrétaire général communiquera à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'à tous autres Etats Membres des institutions spécialisées des copies certifiées conformes de toutes les annexes qui lui auraient été transmises en vertu de la présente section, ainsi que des annexes revisées transmises en vertu de la section 38.

Section 38

Si une institution spécialisée, après avoir transmis le texte final d'une annexe conformément à la section 36, adopte conformément à sa procédure constitutionnelle centains amendements à cette annexe, elle transmettra le texte révisé de l'annexe au Secrétaire général des Nations Unies.

Section 39

Les dispositions de la présente convention ne comporteront aucune limitation et ne porteront en rien préjudice aux privilèges et immunités qui ont été déjà ou qui pourraient être accordés par un État à une institution spécialisée en raison de l'établissement de son siège ou de ses bureaux régionaux sur le territoire de cet État. La présente convention ne saurait être interprétée comme interdisant la conclusion entre un Etat partie et une institution spécialisée d'accords additionnels tendant à l'aménagement des dispositions de la présente convention, à l'extension ou à la limitation des privilèges et immunités qu'elle accorde.

Section 40

Il est entendu que les clauses standard modifiées par le texte final d'une annexe transmise par une institution spécialisée au Secrétaire général des Nations Unies en vertu de la section 26 (ou d'une annexe revisée transmise en vertu de la section 38) devront être en harmonie avec les dispositions de l'acte organique de l'institution alors en vigueur, et que s'il est nécessaire d'apporter à cet effet un amendement à cet acte, un tel amendement devra avoir été mis en vigueur conformément à la procédure constitutionnelle de l'institution avant la transmission du texte final (ou revisé) de l'annexe.

Aucune disposition de l'acte organique d'une institution spécialisée ni aucun droit ou obligation que cette institution peut par ailleurs posséder, acquérir ou assumer ne sauraient être abrogés par le seul effet de la présente convention qui ne pourra pas davantage y apporter de dérogation.

Article XI

Dispositions finales

Section 41

L'adhésion à la présente convention par un Membre de l'Organisation des Nations Unies et (sous réserve de la section 43) par tout Etat Membre d'une institution spécialisée s'effectuera par le dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'un instrument d'adhésion qui prendra effet à la date de son dépôt.

Section 42

Chaque institution spécialisée intéressée communiquera le texte de la présente convention ainsi que des annexes qui la concernent à ceux de ses Membres qui ne sont pas Membres de l'Organisation des Nations Unies; elle les invitera à adhérer à la convention à son égard par le dépôt auprès du Secrétaire géneral de l'Organisation des Nations Unies ou du Directeur général de ladite institution de l'instrument d'adhésion requis.

Section 43

Tout État partie à la présente convention désignera dans son instrument d'adhésion l'institution spécialisée ou les institutions spécialisées à laquelle ou auxquelles il s'engage à appliquer les dispositions de la présente convention. Tout État partie à la présente convention pourra, par une notification ultérieure écrite au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, s'engager à appliquer les dispositions de la présente convention à une ou plusieurs autres institutions spécialisées. Ladite notification prendra effet à la date de sa réception par le Secrétaire général.

Section 44

La présente convention entrera en vigueur entre tout État partie à ladite convention et une institution spécialisée, quand elle sera devenue applicable à cette institution conformément à la section 37 et que l'État partie aura pris l'engagement d'appliquer les dispositions de la présente convention à cette institution conformément à la section 43.

Section 45

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies de même que tous les États Membres des institutions spécialisées et les Directeurs généraux des institutions spécialisées du dépôt de chaque instrument d'adhésion reçu en vertu de la section 41, et de toutes notifications ultérieures reçues en vertu de la section 43. Le Directeur général de chaque institution spécialisée informera le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les membres de l'institution intéressée du dépôt de tout instrument d'adhésion déposé auprès de lui en vertu de la section 42.

Section 46

Il est entendu que lorsqu'un instrument d'adhésion ou une notification ultérieure est déposé au nom d'un État quelconque, celui-ci doit être en mesure d'appliquer en vertu de son propre droit les dispositions de la présente convention telles que modifiées par les textes finals de toutes annexes relatives aux institutions visées par les adhésions ou notifications susmentionnées.

Section 47

a) Sous réserve des dispositions des paragraphes 2) et 3) de la présente section, tout État partie à la présente convention s'engage à appliquer ladite convention à chacune des institutions spécialisées visées par cet État dans son instrument d'adhésion ou dans une notification ultérieure, jusqu'à ce qu'une convention ou annexe revisée soit devenue applicable à cette institu-

tion et que ledit État ait accepté la convention ou l'annexe ainsi revisée. Dans le cas d'une annexe revisée, l'acceptation des États s'effectuera par une notification adressée au Secrétaire général des Nations Unies qui prendra effet au jour de sa réception par le Secrétaire générale.

b) Cependant, tout État partie à la présente convention qui n'est pas ou qui a cessé d'être Membre d'une institution spécialisée peut adresser une notification écrite au Secrétaire général des Nations Unies et au Directeur général de l'institution intéressée pour l'informer qu'il entend cesser de lui accorder le bénéfice de la présente convention à partir d'une date déterminée qui ne pourra précéder de moins de trois mois celle de la réception de cette notification.

c) Tout État partie à la présente convention peut refuser d'accorder le bénéfice de la présente convention à une institution spécialisée qui cesse d'être reliée à l'Organisation des Nations Unies.

d) Le Secrétaire géneral des Nations Unies informera tous les États Membres parties à la présente convention de toute notification qui lui sera transmise conformément aux dispositions de la présente section.

Section 48

A la demande du tiers des Etats parties à la présente convention le Secrétaire général des Nations Unies convoquera une conférence en vue de la revision de la convention.

Section 49

Le Secrétaire général transmettra copie de la présente convention à chacune des institutions spécialisées et aux gouvernements de chacun des Membres des Nations Unies.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

ANNEXE 1

Annexes à la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées

Organisation internationale du Travail

Les clauses standard s'appliqueront à l'Organisation internationale du Travail sous réserve des dispositions suivantes:

1 Les membres et membres adjoints employeurs et travailleurs du Conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail, ainsi que leurs suppléants, bénéficieront des dispositions de l'article V (autres que celles du paragraphe c) de la section 13), et de la section 25, paragraphes 1 et 2 (I) de l'article VII, à cette exception près que toute levée de l'immunité, en vertu de la section 16, d'une telle personne, sera prononcée par le Conseil.

2. Le bénéfice de privilèges, immunités, exemptions et avantages mentionnés à la section 21 des clauses standard sera également accordé à tout Directeur général adjoint et à tout Sous-directeur général du Bureau international du Travail.

3. i) Les experts (autres que les fonctionnaires visés à l'article VI), lorsqu'ils exerceront des fonctions auprès des commissions de l'Organisation ou lorsqu'ils accompliront des missions pour cette dernière, jouiront des privilèges et des immunités ci-après, dans la mesure où ils leur seront nécessaires pour l'exercice effectif de leurs fonctions, y compris durant les voyages effectués à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions auprès de ces commissions ou au cours de ces missions:

a) immunité d'arrestation personnelle ou de saisie de leurs bagages personnels;

b) immunité de toute poursuite judiciaire en ce qui concerne les actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions officielles (y compris leurs paroles et écrits); les intéréssés continueront à bénéficier de ladite immunité, alors même qu'ils n'exerceraient plus de fonction auprès des commissions de l'Organisation ou qu'ils ne seraient plus chargés de mission pour le compte de cette dernière;

c) mêmes facilités, en ce qui concerne les réglementation monétaires et de change et en ce qui concerne leurs bagages personnels, que celles accordées aux fonctionnaires des gouvernements étrangers en mission officielle temporaire;

d) inviolabilité de tous leurs papiers et documents relatifs aux travaux qu'ils effectuent pour le compte de l'Organisation.

ii) Le principe énoncé dans la dernière phrase de la section 12 des clauses standard sera applicable en ce qui concerne les dispositions de l'alinéa d) du paragraphe 3 ci-dessus.

iii) Les privilèges et immunités sont accordés aux experts dans l'intérêt de l'Organisation et non en vue de leur avantage personnel. L'Organisation pourra et devra lever l'immunité accordée à un expert dans tous les cas où elle estimera que cette immunité gênerait l'action de la justice et qu'elle peut être levée sans nuire aux intérêts de l'Organisation.

ANNEXE 2

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Les clauses standard s'appliqueront à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (ci-après désignée sous le nom de « l'Organisation »), sous réserve des dispositions suivantes:

1 Le Président du Conseil de l'Organisation bénéficiera des dispositions de l'article V et de la section 25, paragraphes 1 et 2 (I) de l'article VII, à cette exception près que toute levée d'immunité le concernant, en vertu de la section 16, sera prononcée par le Conseil de l'Organisation.

2. i) Les experts (autres que les fonctionnaires visés à l'article VI), lorsqu'ils excerceront des fonctions auprès des commissions de l'Organisation ou lorsqu'ils accompliront des missions pour cette dernière, jouiront des privilèges et des immunités ci-après dans la mesure où ils leur seront nécessaires pour l'exercice effectif de leurs fonctions, y compris durant les voyages effectués à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions auprès de ces commissions ou au cours de ces missions:

a) immunité d'arrestation personnelle eu de saisie de leurs bagages personnels;

b) immunité de toute poursuite judiciaire en ce qui concerne les actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions officielles (y compris leurs paroles et écrits). Les intéressés continueront à bénéficier de

ladite immunité alors même qu'ils n'exerceraient plus de fonction auprès des commissions de l'Organisation ou qu'ils ne seraient plus chargés de mission pour le compte de cette dernière;

c) les mêmes facilités, en ce qui concerne les réglementations monétaires et de change et en ce qui concerne leurs bagages personnels, que celles accordées aux fonctionnaires des gouvernements étrangers en mission officielle temporaire.

ii) Les privilèges et immunités sont accordés aux experts dans l'intérêt de l'Organisation et non en vue de leur avantage personnel. L'Organisation pourra et devra lever l'immunité accordée à un expert dans tous les cas où elle estimera que cette immunité gênerait l'action de la justice et qu'elle peut être levée sans nuire aux intérêts de l'Organisation.

Annexe 3

Organisation de l'aviation civile internationale.

Les clauses standard s'appliqueront à l'Organisation de l'aviation civile internationale (ci-après désignée sous le nom de « l'Organisation ») sous réserve des dispositions suivantes:

1. Le bénéfice des privilèges, immunités, exemptions et avantages mentionnés à la section 21 des clauses standard sera également accordé au Président du Conseil de l'Organisation.

2. i) Les experts (autres que les fonctionnaires visés à l'article VI), lorsqu'ils exerceront des fonctions auprès des commissions de l'Organisation ou lorsqu'ils accompliront des missions pour cette dernière, jouiront des privilèges et immunités ci-après, dans la mesure où ils leur seront nécessaires pour l'exercice effectif de leurs fonctions, y compris durant les voyages effectués à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions auprès de ces commissions ou au cours de ces missions:

a) immunité d'arrestation personnelle ou de saisie de leurs bagages personnels;

b) immunité de toute poursuite judiciaire en ce qui concerne les actes acomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions officielles (y compris leurs paroles et écrits); les intéressés continueront à bénéficier de ladite immunité, alors même qu'ils n'exerceraient plus de fonction auprès des commissions de l'Organisation ou qu'ils ne seraient plus chargé de mission pour le compte de cette dernière;

c) mêmes facilités, en ce qui concerne les réglementations monétaires et de change et en ce qui concerne leurs bagages personnels, que celles accordées aux fonctionnaires des gouvernements étrangers en mission officielle temporaire;

d) inviolabilité de tous leurs papiers et documents relatifs aux travaux qu'ils effectuent pour le compte de l'Organisation.

ii) Le principe énoncé dans la dernière phrase de la section 12 des clauses standard sera applicable en cè qui concerne les dispositions de l'alinéa *d*) du paragraphe 2 ci-dessus.

iii) Les privilèges et immunités sont accordés aux experts dans l'intérêt de l'Organisation et non en vue de leur avantage personnel. L'Organisation pourra et devra lever l'immunité accordée à un expert dans tous les cas où elle estimera que cette immunité gênerait l'action de la justice et qu'elle peut être levée sans nuire aux intérêts de l'Organisation.

Annexe 4

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Les clauses standard s'appliqueront à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (ci-après désignée sous le nom de « l'Organisation ») sous réserve des dispositions suivantes:

1. Le Président de la Conférence et les membres du Conseil d'administration, leurs suppléants et conseillers bénéficieront des dispositions de l'article V et de la section 25, paragraphe 2 (I) de l'article VII, à cette exception près que toute levée d'immunité les concernant, en vertu de la section 16, sera prononcée par le Conseil d'administration.

2. i) Les experts (autres que les fontionnaires visés à l'article VI), lorsqu'ils exerceront des fonctions auprès des commissions de l'Organisation ou lorsqu'ils accompliront des missions pour cette dernière, jouiront des privilèges et des immunités ci-après, dans la mesure où ils leur seront nécessaires pour l'exercice effectif de leurs fonctions, y compris durant les voyages effectués à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions auprès de ces commissions ou au cours de ces missions:

a) immunité d'arrestation personnelle ou de saisie de leurs bagages personnels;

b) immunité de toute poursuite judiciaire en ce qui concerne les actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions officielles (y compris leurs paroles et écrits). Les intéressés continueront à bénéficier de ladite immunité alors même qu'ils n'exerceraient plus de fonction auprès des commissions de l'Organisation ou qu'ils ne seraient plus chargés de mission pour le compte de cette dernière;

c) mêmes facilités, en ce qui concerne les réglementations monétaires et de change et en ce qui concerne leurs bagages personnels, que celles accordées aux fonctionnaires des gouvernements étrangers en mission officielle temporaire.

ii) Les privilèges et immunités sont accordés aux experts dans l'intérêt de l'Organisation et non en vue de leur avantage personnel. L'Organisation pourra et devra lever l'immunité accordée à un expert dans tous les cas où elle estimera que cette immunité gênerait l'action de la justice et qu'elle peut être levée sans nuire aux intérêts de l'Organisation.

Annexe 5

Fonds monétaire international

Les clauses standard s'appliqueront au Fonds monétaire international (ci-après désigné par les mots « le Fonds ») sous réserve des dispositions suivantes:

1. Le texte suivant remplacera la section 9:

a) Le Fonds, ses avoirs, ses biens, ses revenus ainsi que ses operations et transactions autorisées par son acte constitutif seront exempts de tous impôts et de tous droits de douane.

Le Fonds sera exempt de toutes prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation pour des articles importés ou exportés pour son usage officiel et pour ses publications. Il demeure entendu toutefois que le Fonds ne demandera pas l'exonération d'impôts qui ne seraient pas en excès de la simple rémunération de ser-

vices d'utilité publique, et que les articles (autres que les publications du Fonds) importés en franchise ne seront pas vendus sur le territoire du pays dans lequel ils auront été introduits, à moins que ce ne soit à des conditions agréées par le gouvernement de ce pays.

Le Fonds sera également exempt de toute obligation en ce qui concerne la prescription ou le paiement d'un impôt ou d'un droit quelconque.

b) Aucun impôt, de quelque nature que ce soit, ne sera perçu sur une obligation ou une action quelconque, émise par le Fonds, y compris tous dividendes ou intérêts de cette action ou de cette obligation, quels qu'en soient les détenteurs si cet impôt

i) constitue une mesure de discrimination contre une telle action ou obligation du seul fait qu'elle est émise par le Fonds;

ii) Si le seul fondement juridique d'un tel impôt est le lieu dans lequel où la devise dans laquel l'action ou l'obligation est émise, rendue payable ou payée, ou l'emplacement de tout bureau ou centre de transactions que le Fonds fait fonctionner.

2. La section 34 des clauses standard s'appliquera uniquement aux différends provenant de l'interprétation ou de l'application des dispositions relatives aux privilèges et immunités qui sont invoqués par le Fonds en vertu de la présente convention et qui ne font pas partie de ce qu'il peut revendiquer en vertu de son acte constitutif ou de toute autre disposition.

ANNEXE 6

Banque internationale pour la reconstruction et la mise en valeur.

Les clauses standard s'appliqueront à la Banque internationale pour la reconstruction et la mise en valeur (ci-après designée sous le nom de « la Banque ») sous réserve des dispositions suivantes:

1. Le texte suivant remplacera la section 4:

« La Banque ne peut être poursuivie que devant un tribunal ayant juridiction sur les territoires d'un Etat Membre où la Banque possède une succursale, où elle a nommé un agent en vue d'accepter des sommations ou avis de sommations, ou bien où elle a émis ou garanti des actions. Aucune poursuite ne pourra être intentée par des États Membres ou des personnes représentant ces dits États Membres ou tenant d'eux des droits de réclamation. Les biens et les avoirs de la Banque, où qu'ils se trouvent et quels qu'en soient les détenteurs, seront à l'abri de toute forme de saisie, d'opposition ou d'exécution, avant que le jugement final contre la Banque n'ait été rendu ».

2. Le texte suivant remplacera la section 9:

a) La Banque, ses avoirs, ses biens, ses revenus ainsi que ses opérations et transactions autorisées par son acte constitutif seront exempts de tous impôts et de tous droits de douane. La Banque sera exempte de toutes prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation pour des articles importés ou exportés pour son usage officiel et pour ses publications. Il demeure entendu toutefois que la Banque ne demandera pas l'exonération d'impôts qui ne seraient pas en excès de la simple rémuneration de services d'utilité publique, et que les articles, autres que les publications de la Banque, importés en franchise ne seront pas vendus sur le territoire du pays à des conditions agréées par le gouvernement de ce pays.

La Banque sera également exempte de toute obligation en ce qui concerne la perception ou le paiement d'un impôt ou d'un droit quelconque.

b) Aucun impôt de quelque nature que ce soit ne sera perçu sur une obligation ou une action quelconque émise par la Banque, y compris tous dividendes ou intérêts de cette action ou de cette obligation, quels qu'en soient les détenteurs, si cet impôt:

i) constitue une mesure de discrimination contre une telle action ou obligation du seul fait qu'elle est émise par la Banque; ou

ii) si le seul fondement juridique d'un tel impôt est le lieu dans lequel où la devise dans laquelle l'action ou l'obligation est émise, vendue, payable ou payée, ou l'emplacement de tout bureau ou centre de transactions que la Banque fait fonctionner.

c) Aucun impôt de quelque nature que ce soit, ne sera perçu sur une obligation ou une action quelconque garantie par la Banque (y compris tout dividende ou intérêt de cette action ou de cette obligation), quels qu'en soient les détenteurs, si cet impôt:

i) constitue une mesure de discrimination contre une telle action ou obligation du seul fait qu'elle est garantie par la Banque; ou

ii) si le seul fondement juridique d'un tel impôt est l'emplacement d'un bureau ou d'un centre de transactions que la Banque fait fonctionner ».

3. La section 32 des clauses standard s'appliquera uniquement aux différends provenant de l'interprétation ou de l'application des dispositions relatives aux privilèges et immunités qui sont invoqués par la Banque en vertu de ce qu'elle peut revendiquer en vertu de son acte constitutif ou de toute autre disposition.

ANNEXE 7

Organisation mondiale de la santé

Les clauses standard s'appliqueront à l'Organisation mondiale de la santé (ci-après désignée sous le nom de « l'Organisation ») sous réserve des dispositions suivantes:

1. Les personnes désignées pour faire partie du Conseil d'administration de l'Organisation, leurs suppléants et conseillers bénéficieront des dispositions de l'article V et de la section 25, paragraphes 1 et 2 (I), de l'article VII à cette exception près que tout levée d'immunité les concernant, en vertu de la section 16, sera prononcée par le Conseil.

2. i) Les experts (autres que les fonctionnaires visés à l'article VI), lorsqu'ils exerceront des fonctions auprès des commissions de l'Organisation ou lorsqu'ils accompliront des missions pour cette dernière, jouiront des privilèges et des immunités ci-après dans la mesure où ils leur seront nécessaires pour l'exercice effectif de leurs fonctions, y compris durant les voyages effectués à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions auprès de ces commissions ou au cours de ces missions:

a) immunité d'arrestation personnelle ou de saisie de leurs bagages personnels;

b) immunité de toute poursuite judicaire en ce qui concerne les actes accomplis par eux dans l'exercice

de leurs fonctions officielles (y compris leurs paroles et écrits). Les intéressés continueront à bénéficier de ladite immunité alors même qu'ils n'exerceraient plus de fonction auprès des commissions de l'Organisation ou qu'ils ne seraient plus chargés de mission pour le compte de cette dernière;

c) mêmes facilités, en ce qui concerne les réglementations monétaires et de change et en ce qui concerne leurs bagages personnels, que celles accordées aux fonctionnaires des gouvernements étrangers en mission officielle temporaire.

ii) Les privilèges et immunités sont accordés aux experts dans l'intérêt de l'Organisation et non en vue de leur avantage personnel. L'Organisation pourra et devra lever l'immunité accordée à un expert dans tous les cas où elle estimera que cette immunité gênerait l'action de la justice et qu'elle peut être levée sans nuire aux intérêts de l'Organisation.

ANNEXE 8

Union postale universelle

Les clauses standard s'appliqueront sans modification.

ANNEXE 9

Union internationale de télécommunications

Les clauses standard s'appliqueront sans modification.

ANNEXE 10

Organisation internationale pour les réfugiés

Les clauses standard s'appliqueront sans modification.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 24 settembre 1951, n. 1741.

Classificazione in prima categoria della rada di Casciolino (Catanzaro) per la creazione di un porto-rifugio nell'interesse della navigazione generale.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regio decreto 2 aprile 1885, n. 3095, sui porti, spiagge e fari ed il relativo regolamento approvato con regio decreto 26 settembre 1904, n. 713;

Considerato che lungo il tratto di litorale jonico tra Reggio Calabria e Crotone non esiste alcun rifugio in cui il naviglio, sorpreso dal maltempo, possa ricoverarsi;

Ritenuta la necessità di provvedere, nell'interesse della navigazione generale, alla creazione di un porto rifugio lungo il tratto di litorale suddetto;

Considerato che la rada di « Casciolino » nel comune di Catanzaro Marina, ha i necessari requisiti per la creazione di un porto-rifugio;

Ritenuta, pertanto, l'opportunità di iscrivere la citata rada nella 1ª categoria ai fini della creazione del porto rifugio;

Visti il parere del Consiglio superiore dei lavori pubblici e quello del Consiglio superiore della marina mercantile;

Ritenuto che trattandosi di classificare la rada per la sola causa del rifugio, non è necessario il parere del Consiglio superiore del commercio;

Sentito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per i lavori pubblici;

Decreta:

La rada di Casciolino (Catanzaro), ai fini della creazione di un porto-rifugio nell'interesse della navigazione generale, è iscritta, ai sensi e per gli effetti del regio decreto 2 aprile 1885, n. 3095, nella 1ª categoria.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 24 settembre 1951

EINAUDI

ALDISIO

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 25 febbraio 1952
Atti del Governo, registro n. 50, foglio n. 46. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 26 dicembre 1951, n. 1742.

Autorizzazione all'Unione italiana dei ciechi ad accettare una eredità.

N. 1742. Decreto del Presidente della Repubblica 26 dicembre 1951, col quale, sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, l'Unione italiana dei ciechi viene autorizzata ad accettare col beneficio d'inventario una eredità, disposta in favore della Sezione toscana dell'Unione stessa dal sig. Costa Agostino, con testamento olografo del 20 dicembre 1948 e codicillo del 10 settembre 1950.

Visto, *il Guardasigilli* ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 19 febbraio 1952
Atti del Governo, registro n. 50, foglio n. 38. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 26 dicembre 1951, n. 1743.

Riconoscimento della personalità giuridica della Casa di procura generalizia delle Suore Domenicane del Santo Rosario di Sévres, con sede in Roma.

N. 1743. Decreto del Presidente della Repubblica 26 dicembre 1951, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Casa di procura generalizia delle Suore Domenicane del Santo Rosario di Sévres, con sede in Roma e l'Ente predetto viene autorizzato ad acquistare un villino, situato in Roma, valutato L. 30.100.000.

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 14 febbraio 1952
Atti del Governo, registro n. 50, foglio n. 30. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 26 dicembre 1951, n. 1744.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia di Santa Gemma Galgani, in contrada Grottamurata del comune di Sant'Angelo Muxaro (Agrigento).

N. 1744. Decreto del Presidente della Repubblica 26 dicembre 1951, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto del Vescovo di Agrigento in data 1° luglio 1950, integrato con postilla 15 novembre 1950, relativo all'erezione della parrocchia di Santa Gemma Galgani, in contrada Grottamurata del comune di Sant'Angelo Muxaro (Agrigento) e viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa omonima, sede dell'anzidetta parrocchia.

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 *febbraio* 1952
Atti del Governo, registro n. 50, *foglio n.* 20. — FRASCA

LEGGE 12 gennaio 1952, n. 83.

Esenzione fiscale all'Istituto ellenico di studi bizantini e post-bizantini di Venezia.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Gli immobili adibiti a sede dell'Istituto ellenico di studi bizantini e post-bizantini di Venezia, saranno esenti dalle imposte dirette, tasse e contributi di qualsiasi natura sui terreni e sui fabbricati e dalle relative sovrimposte comunali e provinciali.

Saranno altresì esenti dall'imposta di consumo il materiale da impiegarsi per eventuali adattamenti e riparazioni degli immobili, nonchè i mobili destinati all'arredamento dei locali dell'Istituto, il gas, la luce, e l'energia elettrica consumati nei locali stessi.

I materiali, mobili, libri ed altri oggetti da importare per l'adattamento, l'arredamento e la gestione dello Istituto, non saranno soggetti ai dazi doganali, nè alle vigenti restrizioni alle importazioni.

Art. 2.

L'Istituto ellenico di studi bizantini e post-bizantini di Venezia cesserà dal fruire le predette esenzioni fiscali qualora il Governo greco non conceda le medesime esenzioni alle istituzioni culturali italiane in Grecia.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 12 gennaio 1952

EINAUDI

DE GASPERI — VANONI — SCELBA

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 18 gennaio 1952, n. 84.

Dichiarazione di pubblica utilità di immobili per la costituzione in Cagliari di una sede per il Comando aeronautica della Sardegna.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Vista la legge 25 giugno 1865, n. 2359, sulle espropriazioni per causa di pubblica utilità;

Vista la legge 18 dicembre 1879, n. 5188, che reca modifiche alla legge anzidetta;

Sulla proposta del Ministro per la difesa;

Decreta:

Sono dichiarati di pubblica utilità, per la costituzione in Cagliari di una sede per il Comando aeronautica della Sardegna, gl'immobili particolarmente descritti nella planimetria e nell'elenco annessi.

All'esproprio degli stessi sarà provveduto, a norma delle citate leggi, nel termine di due anni dalla data del presente decreto.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 18 gennaio 1952

EINAUDI

PACCIARDI

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 25 *febbraio* 1952
Atti del Governo, registro n. 50, *foglio n.* 51. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 18 gennaio 1952, n. 85.

Dichiarazione di pubblica utilità di immobili per la costituzione in Roma dei magazzini di Commissariato dell'aeronautica militare.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Vista la legge 25 giugno 1865, n. 2359, sulle espropriazioni per causa di pubblica utilità;

Vista la legge 18 dicembre 1879, n. 5188, che reca modifiche alla legge anzidetta;

Sulla proposta del Ministro per la difesa;

Decreta:

Sono dichiarati di pubblica utilità, per la costituzione in Roma dei magazzini di Commissariato dell'aeronautica militare, gli immobili particolarmente decritti nella planimetria e nell'elenco annessi.

All'esproprio degli stessi sarà provveduto, a norma delle citate leggi, nel termine di due anni dalla data del presente decreto.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 18 gennaio 1952

EINAUDI

PACCIARDI

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 25 *febbraio* 1952
Atti del Governo, registro n. 50, *foglio n.* 52. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 23 gennaio 1952, n. 86.

Dichiarazione di pubblica utilità di immobili per la costituzione in Certaldo di Magazzini di materiale speciale aeronautico.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Vista la legge 25 giugno 1865, n. 2359, sulle espropriazioni per causa di pubblica utilità;

Vista la legge 18 dicembre 1879, n. 5188, che reca modifiche alla legge anzidetta;

Sulla proposta del Ministro per la difesa;

Decreta:

Sono dichiarati di pubblica utilità, per la costituzione in Certaldo di Magazzini di materiale speciale aeronautico, gli immobili particolarmente descritti nella planimetria e nell'elenco annessi.

All'esproprio degli stessi sarà provveduto, a norma delle citate leggi, nel termine di due anni dalla data del presente decreto.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 23 gennaio 1952

EINAUDI

PACCIARDI

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 25 febbraio 1952
Atti del Governo, registro n. 50, *foglio n.* 53. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 2 febbraio 1952, n. 87.

Modificazione della tabella che determina il numero e la residenza dei notai, approvata con regio decreto 9 dicembre 1937, n. 2141.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 4 della legge 16 febbraio 1913, n. 89;

Visto il regio decreto 9 dicembre 1937, n. 2141, sulla revisione della tabella che determina il numero e la residenza dei notai;

Visto l'art. 8 del regio decreto-legge 14 luglio 1937, n. 1666;

Ritenuta l'opportunità di sopprimere la sede notarile di Villa Stellone del distretto notarile di Torino;

Visti i pareri della Corte d'appello e del Consiglio notarile di Torino;

Sulla proposta del Guardasigilli, Ministro Segretario di Stato per la grazia e giustizia;

Decreta:

La tabella che determina il numero e la residenza dei notai approvata con regio decreto 9 dicembre 1937, n. 2141, è modificata nel senso che la sede notarile di Villa Stellone è soppressa ed aggregata a quella di Carmagnola del distretto notarile di Torino, a decorrere dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale*.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 2 febbraio 1952

EINAUDI

ZOLI

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 27 febbraio 1952
Atti del Governo, registro n. 50, *foglio n.* 56. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 2 febbraio 1952.

Sostituzione di un membro del Comitato per la sistemazione e liquidazione dei contratti di guerra.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 2 del decreto legislativo 25 marzo 1948, n. 674;

Visto il proprio decreto 22 giugno 1948, registrato alla Corte dei conti, con cui è stata disposta la nomina dei componenti il Comitato per la sistemazione e liquidazione dei contratti di guerra;

Ritenuta la necessità di provvedere alla sostituzione del dott. Barlassina Biagio, ispettore generale capo della Ragioneria generale dello Stato, per sopravvenuto decesso;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri;

Decreta:

L'ispettore generale capo Fattorosi-Barnaba Tommaso è nominato componente del Comitato per la sistemazione e liquidazione dei contratti di guerra, in rappresentanza della Ragioneria generale dello Stato a decorrere dall'8 ottobre 1951.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Dato a Roma, addì 2 febbraio 1952

EINAUDI

DE GASPERI — PELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 22 *febbraio* 1952
Registro Tesoro n. 3, *foglio n.* 336. — GRIMALDI

(1020)

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 2 gennaio 1952.

Composizione del Consiglio di amministrazione dell'Azienda Minerali Metallici Italiani (A.M.M.I.) per il triennio 1952-54.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Visto il regio decreto-legge 6 gennaio 1936, n. 44, convertito nella legge 10 aprile 1936, n. 1024, che istituisce l'Azienda Minerali Metallici Italiani (A.M.M.I.);

Visto il decreto legislativo 8 maggio 1948, n. 1364, che stabilisce l'ordinamento dell'Azienda predetta;

Considerata la necessità di costituire il Consiglio di amministrazione dell'Azienda medesima per il triennio 1° gennaio 1952-31 dicembre 1954;

Viste le designazioni fatte ai sensi dell'art. 3 del sopracitato decreto legislativo 8 maggio 1948, n. 1364;

Sulla proposta del Ministro per l'industria ed il commercio, di concerto con il Ministro per le finanze e, ad interim, per il tesoro;

Decreta:

Il Consiglio di amministrazione dell'Azienda Minerali Metallici Italiani (A.M.M.I.), per il triennio 1° gennaio 1952-31 dicembre 1954, è composto dai signori:

Presidente:

Andreozzi dott. Antonio.

Membri:

Giorgi dott. Guido, in rappresentanza del Ministero dell'industria e del commercio;

Gioia dott. Franco, in rappresentanza del Ministero delle finanze;

De Liguoro dott. Alfredo, in rappresentanza del Ministero del tesoro;

on. Corsi dott. Angelo, esperto, designato dall'Istituto nazionale della previdenza sociale e dall'Istituto nazionale delle assicurazioni;

Marconi rag. Giuseppe, esperto, designato dal Banco di Napoli;

Rostan ing. Giulio, esperto, designato dal Ministero dell'industria e del commercio;

Cambi prof. Livio, esperto, designato dal Ministero dell'industria e del commercio;

Gambino avv. Amedeo, esperto, designato dal Ministero dell'industria e del commercio.

Roma, addì 2 gennaio 1952

Il Presidente del Consiglio dei Ministri
DE GASPERI

Il Ministro per l'industria e commercio
CAMPILLI

Il Ministro per le finanze e, ad interim, per il tesoro
VANONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 13 febbraio 1952
Registro Presidenza n. 59, foglio n. 166

(1034)

DECRETO MINISTERIALE 15 gennaio 1952.

Adeguamento delle tariffe postali con la Città del Vaticano.

IL MINISTRO
PER LE POSTE E LE TELECOMUNICAZIONI
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto l'art. 9 del Codice postale e delle telecomunicazioni, approvato con regio decreto 27 febbraio 1936, n. 645;

Visto il regio decreto 9 giugno 1930, n. 1182, che approva la Convenzione per l'esecuzione dei servizi postali tra lo Stato della Città del Vaticano e l'Italia (articoli 6, 8 e 11);

Riconosciuta l'opportunità di equiparare le tariffe postali con lo Stato della Città del Vaticano alle tariffe interne italiane, stabilite con decreto del Presidente della Repubblica 29 giugno 1951, n. 582;

Viste le Note diplomatiche scambiate fra l'Ambasciata d'Italia presso la Santa Sede e la Segreteria di Stato di Sua Santità, relative alla applicazione delle tariffe postali interne italiane nei rapporti reciproci tra lo Stato della Città del Vaticano e l'Italia;

Sentito il Consiglio di amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni;

Decreta:

Art. 1.

Con effetto dal 18 febbraio 1952, saranno applicate le tariffe postali interne italiane nei rapporti reciproci tra l'Italia e lo Stato della Città del Vaticano.

Art. 2.

Per le voci non previste dalle tariffe postali interne italiane, saranno applicate, con la stessa decorrenza di cui all'art. 1, le corrispondenti tasse stabilite dalle tariffe postali italiane per l'estero.

Art. 3.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 15 gennaio 1952

Il Ministro per le poste e le telecomunicazioni
SPATARO

Il Ministro per il tesoro
VANONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 15 febbraio 1952
Registro Ufficio riscontro poste n. 4, foglio n. 287. — MANZELLA

(936)

DECRETO MINISTERIALE 28 febbraio 1952.

Determinazione della misura dei diritti dovuti all'Erario per il rilascio del certificato di iscrizione all'Albo nazionale degli abilitati ad assumere appalti per la riscossione delle imposte di consumo.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto l'art. 5 della legge 30 novembre 1939, n. 1886, istitutiva dell'Albo nazionale degli abilitati ad assumere appalti per la riscossione delle imposte di consumo, che demanda al Ministro per le finanze di determinare con propri decreti la misura dei diritti, da corrispondere a favore dell'Erario, per il rilascio dei certificati di iscrizione all'Albo stesso;

Visti i propri decreti 30 aprile 1940 e 20 ottobre 1946;

Decreta:

A decorrere dal primo aprile 1952, la misura dei diritti dovuti dagli interessati per il rilascio del certificato di iscrizione all'Albo nazionale degli abilitati ad assumere appalti per la riscossione delle imposte di consumo, è determinata in lire quattrocento (L. 400), da versare in Tesoreria, in conto entrate eventuali e diverse.

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 28 febbraio 1952

Il Ministro: VANONI

(1035)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Patti ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1950

Con decreto interministeriale in data 28 agosto 1951, registrato alla Corte dei conti il 21 febbraio 1952, registro n. 5 Interno, foglio n. 217, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Patti (Messina) di un mutuo di L. 4.000.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1950.

(1037)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Fiumefreddo di Sicilia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1950.

Con decreto interministeriale in data 9 agosto 1951, registrato alla Corte dei conti il 21 febbraio 1952, registro n. 5 Interno, foglio n. 219, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Fiumefreddo di Sicilia (Catania) di un mutuo di L. 1.300.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1950.

(1038)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Canicattini Bagni ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1950.

Con decreto interministeriale in data 4 agosto 1951, registrato alla Corte dei conti il 21 febbraio 1952, registro n. 5 Interno, foglio n. 220, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Canicattini Bagni (Siracusa) di un mutuo di L. 500.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1950.

(1039)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Comiso ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1950

Con decreto interministeriale in data 9 agosto 1951, registrato alla Corte dei conti il 21 febbraio 1952, registro n. 5 Interno, foglio n. 218, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Comiso (Ragusa) di un mutuo di L. 2.274.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1950.

(1040)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Costituzione di zona di ripopolamento e cattura

Per il periodo 1° luglio 1952-30 giugno 1955, i fondi siti nei comuni di Asola, Casalromano e Canneto sull'Oglio (Mantova), dell'estensione di ettari 546 circa, delimitati dai confini sotto indicati, sono costituiti in zona di ripopolamento e cattura.

Confini:

a *nord*: strada comunale Casalromano-Fontanella, linea tranviaria Asola-Cremona e strada comunale Casalromano-Asola fino alla località tre strade;

ad *est*: strada comunale Canneto-Asola e linea ferroviaria Parma-Brescia;

a *sud*: passaggio a livello di Canneto sull'Oglio;

ad *ovest*: strada comunale Canneto-Casalromano, dal passaggio a livello fino alla Roggia Cerano, quindi questa fino a Casalromano.

(1024)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - DIVISIONE X PORTAFOGLIO

N. 55

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 5 marzo 1952

	Dollaro		Dollaro
Borsa di Bologna	624,91	Borsa di Palermo	624,90
» Firenze	624,90	» Roma	624,89
» Genova	624,90	» Torino	624,93
» Milano	624,91	» Trieste	624,91
» Napoli	624,90	» Venezia	624,91

Media dei titoli del 5 marzo 1952

Rendita 3,50 % 1906	67,25
Id. 3,50 % 1902	64,60
Id. 3 % lordo	66,60
Id. 5 % 1935	94,15
Redimibile 3,50 % 1934	72,30
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (con tagliando)	69,625
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (ex tagliando)	69,15
Id. 5 % (Ricostruzione)	90,80
Id. 5 % 1936	90,55
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1959)	96,575
Id. 5 % 1960	96,70

Il contabile del Portafoglio dello Stato
DI CRISTINA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Contrattazione cambi

Quotazioni medie ai sensi del decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632, valide per il giorno 5 marzo 1952:

1 dollaro U.S.A.	L. 624,90
1 dollaro canadese	» 624,50

Cambi di compensazione vigenti

(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	L. 12,50	per franco belga
Danimarca	» 90,46	» corona danese
Francia	» 1,785	» franco francese
Germania	» 148,77	» marco occid.
Norvegia (c/nuovo)	» 87,48	» corona norvegese
Olanda	» 164,44	» fiorino olandese
Svezia (c/speciale)	» 120,78	» corona svedese
Svizzera (conto A)	» 142,90	» franco svizzero

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di buoni del Tesoro

(3ª *pubblicazione*). Avviso n. 12.

In conformità dell'art. 15 del regolamento 8 giugno 1913, n. 700, ed art. 9 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 20 agosto 1947, n. 990, si notifica che è stato denunciato lo smarrimento dei buoni del Tesoro novennali 5 % 1951: Serie 51ª, n. 139, di L. 10.000 capitale nominale; Serie 60ª, n. 68, di L. 20.000 capitale nominale; Serie 63ª, n. 50, di L. 20.000, intestati a Fieni Agnese di Giuseppe moglie di Pizzi Salvatore, dom. a Cerignola (Foggia) dotali, col pagamento degli interessi in Foggia.

Si diffida chiunque possa avervi interesse che trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* senza che siano presentate opposizioni, ai sensi dell'art. 15 del menzionato regolamento, si provvederà all'emissione dei nuovi buoni al nome della suddetta titolare.

Roma, addì 19 ottobre 1951

Il direttore generale: DE LIGUORO

(5358)

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Nomina di un membro della Commissione giudicatrice del concorso a tre posti di alunno d'ordine in prova nel ruolo d'ordine (gruppo C) del Commissariato per il turismo, indetto con decreto 7 luglio 1951.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Visto il proprio decreto 7 luglio 1951, registrato alla Corte dei conti il 20 agosto stesso anno (registro n. 52 Presidenza, foglio n. 37), con il quale è stato indetto un concorso per titoli ad un posto di alunno d'ordine in prova (gruppo *C*) nel ruolo d'ordine del Commissariato per il turismo;

Visto il proprio decreto 3 novembre 1951, registrato alla Corte dei conti il 12 dicembre successivo (registro n. 56 Presidenza, foglio n. 341), relativo alla sostituzione dell'art. 6 del bando succitato;

Visto il proprio decreto 17 novembre 1951, registrato alla Corte dei conti il 3 gennaio 1952 (registro n. 57 Presidenza, foglio n. 317), relativo alla sostituzione dell'art. 1 del bando di concorso ed alla proroga del termine per la presentazione delle domande;

Visto il proprio decreto 18 settembre 1951, registrato alla Corte dei conti il 31 ottobre stesso anno (reg. n. 55 Presidenza, foglio n. 96), relativo alla nomina della Commissione esaminatrice del predetto concorso;

Vista la designazione del Ministro per la pubblica istruzione;

Decreta:

Il dott. prof. Michele Martino, ordinario negli istituti medi d'istruzione, è chiamato a far parte, in qualità di membro, della Commissione giudicatrice del concorso per titoli a tre posti di alunno d'ordine in prova (gruppo *C*) nel ruolo d'ordine del Commissariato per il turismo, di cui ai decreti citati nelle premesse.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per il visto e la registrazione.

Roma, addì 20 gennaio 1952

p. *Il Presidente del Consiglio dei Ministri*
ANDREOTTI

Registrato alla Corte dei conti, addì 13 febbraio 1952
Registro Presidenza, n. 59 foglio n. 197

(951)

MINISTERO DELLA DIFESA - ESERCITO

Graduatoria del concorso per la nomina di ottanta tenenti medici in servizio permanente dell'Esercito, indetto con decreto Ministeriale 5 settembre 1949.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 22 aprile 1947, n. 284, concernente l'ammissione ai pubblici concorsi di coloro che abbiano ottenuto l'abilitazione condizionata all'esercizio professionale;

Vista la nota n. 40943/12116-2-9-7/1.3.1 del 4 giugno 1949 della Presidenza del Consiglio dei Ministri, concernente la autorizzazione a bandire concorsi per titoli ed esami a ottanta tenenti medici, a dieci tenenti chimico-farmacisti e a sei tenenti veterinari nel servizio permanente dell'Esercito;

Visto il decreto Ministeriale 5 settembre 1949, registrato alla Corte dei conti il 1° febbraio 1950, registro n. 4, foglio n. 34, con il quale viene indetto un concorso per titoli ed esami a ottanta tenenti medici, dieci tenenti chimico-farmacisti e sei tenenti veterinari nel servizio permanente dell'Esercito;

Visto il decreto Ministeriale 20 maggio 1950, registrato alla Corte dei conti il 17 giugno 1950, registro n. 19, foglio n. 174 e decreto Ministeriale 27 novembre 1950, registrato alla Corte dei conti il 22 gennaio 1951, registro n. 3, foglio n. 386, con i quali vengono, tra l'altro, prorogati i termini per la presentazione delle documentate istanze di ammissione al citato concorso;

Visto il decreto Ministeriale 27 maggio 1950, registrato alla Corte dei conti il 3 luglio 1950, registro n. 21, foglio n. 233, con il quale, tra l'altro, è stata nominata la Commissione esaminatrice del concorso per il reclutamento di ottanta tenenti medici in servizio permanente;

Visto il decreto Ministeriale 30 settembre 1951, registrato alla Corte dei conti l'11 dicembre 1951, registro n. 52, foglio n. 136, con il quale è stata apportata modifica alla composizione della Commissione esaminatrice del citato concorso per il reclutamento di ottanta tenenti medici in servizio permanente;

Visto il decreto Ministeriale 26 novembre 1951, registrato alla Corte dei conti il 12 gennaio 1952, registro n. 2, foglio n. 105, con il quale è stata apportata modifica alla composizione della Commissione per il reclutamento di ottanta tenenti medici in servizio permanente;

Visto il decreto Ministeriale 28 luglio 1951;

Visti gli atti della Commissione esaminatrice e riconosciuta la loro regolarità;

Decreta:

Art. 1.

E' approvata la seguente graduatoria formata dalla Commissione esaminatrice in seguito al risultato del concorso per titoli ed esami a ottanta tenenti medici in servizio permanente dell'Esercito, indetto con decreto Ministeriale 5 settembre 1949 citato nelle premesse:

N.	Nominativo		Punti
1.	Vinci Pietro di Francesco	punti	28,03
2.	Dettori Antonio Giulio di Giovanni Maria	»	26,99
3.	Liverani Giacomo di Antonio	»	[illegible]
4.	Iadevaia Vittorio di Tommaso	»	26,62
5.	Palermo Giuseppe di Attilio	»	26,52
6.	*Pulcinelli Mario di Orlando*	»	26,42
7.	Velardi Giovanni Battista di Luigi	»	26,16
8.	Santoboni Vincenzo di Umberto	»	26,08
9.	D'Arpe Giovanni di Errico Augusto	»	26,01
10.	Salerno Aldo di Giovanni	»	25,98
11.	Chiriatti Giuseppe Nicola di Paolo	»	25,85
12.	Nucci Gino di Francesco	»	25,82
13.	Sarandrea Pasquale di Giovanni	»	25,76
14.	Mazzeo Giuseppe di Francesco	»	25,70
15.	Marzi Mario di Torquato	»	25,65
16.	Vaccarella Carmelo di Francesco, nato il 23 marzo 1923	»	25,60
17.	Mercone Annibale di Giuseppe, nato il 28 ottobre 1926	»	25,60
18.	Montanariello Angelo di Vincenzo	»	25,44
19.	Canu Giuseppe di Antonio	»	25,32
20.	Capo Arno Antonio di Arturo	»	25,31
21.	Maienza Mario di Olimpio	»	25,24
22.	Rolle Ettore di Giuseppe	»	25,17
23.	Giovagnorio Roberto di Francesco	»	25,11
24.	Cillis Teodosio di Vito Donato	»	25,06
25.	Rombolà Filippo di Gregorio	»	25 —
26.	Petrocca Gregorio di Giuseppe	»	24,98
27.	Manganiello Augusto di Carmine	»	24,95
28.	Altissimi Carlo di Evaristo	»	24,95
29.	Crapanzano Loris di Ernesto	»	24,94
30.	Parini Allieto di Lodovico	»	24,81
31.	Porcu Sisinnio di Francesco, nato il 1° marzo 1922	»	24,79
32.	Vetere Carlo di Vincenzo, nato il 6 aprile 1924	»	24,79
33.	Manica Manlio di Paolo	»	24,67
34.	De Simone Ugo di Arnaldo	»	24,52
35.	Sbarro Benedetto di Luigi	»	24,50
36.	Sannini Tullio di Umberto	»	24,48
37.	Imperadore Michele di Ferdinando	»	24,40
38.	Pinna Rodolfo di Pietro	»	24,37
39.	Bucci Raffaello di Carmine	»	24,33
40.	Turchini Vittorio di Paolo	»	24,30
41.	Casilli Mario Liborio di Pasquale	»	24,20
42.	Contreas Vittorio di Luigi	»	24,18
43.	Favuzzi Enrico di Armando	»	24,12
44.	Della Valle Michele di Giovanni	»	24,08
45.	Mari Sergio di Francesco	»	24,06
46.	Macrì Natale di Giovanni	»	24,03

47. Mazzella Gabriele di Raffaele . . . punti 24 —
48. Giusti Vincenzo di Gregorio . . . » 23,98
49. Lagrasta Giuseppe di Sergio . . » 23,94
50. Foti Natale di Carmelo, nato l'8 gennaio 1923 . . . » 23,92
51. Caccesi Giuseppe di Pompilio, nato il 26 maggio 1924 . » 23,92
52. Sansone Pasquale di Filippo . » 23,90
53. Testa Domenico di Primo . . » 23,88
54. Gallozzi Marcello di Ugo . . . » 23,80
55. Dati Franco di Camillo . . » 23,76
56. Proto Donato di Alfredo . . » 23,72
57. Guccione Stefano di Gioacchino . » 23,57
58. D'Ercole Rinaldo di Rocco . » 23,55
59. Crafa Angelo di Pellegrino » 23,54
60. Ornano Francesco Mario di Antonio » 23,50
61. Marino Carmelo di Corrado . . » 23,48
62. Agrò Vincenzo di Angelo . . » 23,41
63. Schiavone Gregorio di Francesco . . » 23,37
64. Colatutto Donato di Antonio . . » 23,33
65. Iemmola Calogero di Giuseppe . » 23,30
66. Barucchi Francesco di Silvio . . » 23,20
67. Spallino Vincenzo di Lorenzo . . » 23,17
68. Pepe Dante di Alessandro . » 23,09
69. Purpura Giuseppe di Pietro » 23,05
70. Gallo Giuseppe di Antonio, nato il 23 novembre 1922 . » 23,02
71. Piazzi Umberto di Rodolfo, nato il 26 marzo 1924 » 23,02
72. Segala Umberto di Mario » 22,99
73. Rinaldi Pietro di Carmelo » 22,93
74. De Venezia Ugo di Ciro . » 22,87
75. Scialdone Domenico di Raffaele » 22,85
76. Cordeschi Angelo di Pietro . » 22,84
77. Lanzi Alberico di Francesco » 22,83
78. Carbone Enrico di Mario, nato il 24 luglio 1920 . . » 22,80
79. Coreno Mariano di Elia, nato il 21 giugno 1921 » 22,80
80. Perrino Annibale di Rocco » 22,76
81. Piras Giuseppe di Ambrogio » 22,74
82. Castronovo Calogero di Gaetano . » 22,61
83. Marini Antonio di Andrea » 22,60
84. Sigliuzzo Rodolfo di Anteo » 22,53
85. Abbattista Angelantonio di Sergio . . » 22,52
86. Murolo Giuseppe di Raffaele . . » 22,48
87. Sidari Alfredo di Francesco » 22,46
88. Neri Filippo di Francesco » 22,43
89. Fasulo Vincenzo di Francesco . . » 22,39
90. Monti Roberto di Giuseppe . » 22,36
91. Aschettino Flavio di Alfredo . . » 22,32
92. Possenti Giorgio di Giuseppe . . » 22,29
93. Zuniga Mario di Pasquale . » 22,25
94. Buonomo Antonio di Oreste . . » 22,23
95. Battistelli Franco di Settimio » 22,21
96. Nuzzone Alberto Settimio di Antonio, nato il 20 gennaio 1924 » 22,20
97. Bica Giovanni di Pietro, nato il 20 settembre 1924 » 22,20
98. Del Giudice Biagio di Carmelo » 22,13
99. Scaglione Antonino di Benedetto, nato il 15 agosto 1915 » 22,11
100. Caputo Elio di Emilio, nato il 21 ottobre 1924 » 22,11
101. Canetto Domenico di Giuseppe » 22,08
102. Coluccia Antonio di Marino, nato il 4 novembre 1922 » 22,04
103. Casavola Leonardantonio di Domenico, nato il 6 gennaio 1925 » 22,04
104. Mondatore Cosimo di Salvatore » 21,94
105. Malice Michele di Felice » 21,91
106. Cassaneti Bruno di Catello, nato il 17 luglio 1923 » 21,87
107. Itri Giovambattista di Nicola, nato il 7 gennaio 1926 » 21,87
108. Gimmelli Pellegrino di Beniamino . » 21,81
109. Schiavulli Cataldo di Semplicio » 21,65
110. Asta Baldassarre di Stefano » 21,55
111. Dessi Emilio di Giuseppe, nato il 21 marzo 1923 » 21,47
112. Fusco Giovanni di Domenico, nato il 2 aprile 1925 . . . . » 21,47
113. Lora Mario di Annio . . punti 21,38
114. Colletti Pellegrino Giuseppe di Pellegrino » 21,29
115. Iofrida Domenico di Antonio » 21,27
116. Rogasi Salvatore di Pietro . . . . » 21,18
117. Salamone Vito di Antonino . . . » 21,12
118. D'Angelo Antonino di Ernesto . . . » 21,11
119. Tortoriello Mario di Giovanni . . . » 21,10
120. Fiorillo Costantino di Camillo . . » 21,07
121. Savalli Giovanni di Giacomino . . » 21,04

Art. 2

Sono dichiarati vincitori del concorso i seguenti candidati:

1. Vinci Pietro di Francesco punti 28,03
2. Dettori Antonio Giulio di Giovanni Maria » 26,99
3. Liverani Giacomo di Antonio . » 26,63
4. Iadevaia Vittorio di Tommaso . . » 26,62
5. Palermo Giuseppe di Attilio . . . » 26,52
6. Pulcinelli Mario di Orlando » 26,42
7. Velardi Giovanni Battista di Luigi » 26,16
8. Santoboni Vincenzo di Umberto . . » 26,08
9. D'Arpe Giovanni di Errico . . » 26,01
10. Salierno Aldo di Giovanni . . » 25,98
11. Chiriatti Giuseppe Nicola di Paolo » 25,85
12. Nucci Gino di Francesco » 25,82
13. Sarandrea Pasquale di Giovanni . » 25,76
14. Mazzeo Giuseppe di Francesco . . » 25,70
15. Marzi Mario di Torquato . » 25,65
16. Vaccarella Carmelo di Francesco, nato il 23 marzo 1923 » 25,60
17. Mercone Annibale di Giuseppe, nato il 28 ottobre 1926 » 25,60
18. Montanariello Angelo di Vincenzo . » 25,44
19. Canu Giuseppe di Antonio . » 25,32
20. Capo Arno Antonio di Arturo » 25,31
21. Maienza Mario di Olimpio » 25,24
22. Rolle Ettore di Giuseppe » 25,17
23. Giovagnorio Roberto di Francesco » 25,11
24. Cillis Teodosio di Vito Donato » 25,06
25. Rombolà Filippo di Gregorio . » 25 —
26. Petrocca Gregorio di Giuseppe » 24,98
27. Manganiello Augusto di Carmine, nato il 20 aprile 1924 . » 24,95
28. Altissimi Carlo di Evaristo, nato il 25 febbraio 1926 » 24,95
29. Crapanzano Loris di Ernesto » 24,94
30. Parini Allieto di Lodovico » 24,81
31. Porcu Sisinnio di Francesco, nato il 1° marzo 1922 » 24,79
32. Vetere Carlo di Vincenzo, nato il 15 luglio 1925 » 24,79
33. Manca Manlio di Paolo » 24,67
34. De Simone Ugo di Arnaldo » 24,52
35. Sbarro Benedetto di Luigi » 24,50
36. Sannini Tullio di Umberto » 24,48
37. Imperadore Michele di Ferdinando » 24,40
38. Pinna Rodolfo di Pietro » 24,37
39. Bucci Raffaello di Carmine . . . » 24,33
40. Turchini Vittorio di Paolo . . » 24,30
41. Casilli Mario di Pasquale . . . » 24,20
42. Contreas Vittorio di Luigi . » 24,18
43. Favuzzi Enrico di Armando . » 24,12
44. Della Valle Michele di Giovanni . » 24,08
45. Mari Sergio di Francesco » 24,06
46. Macrì Natale di Giovanni . » 24,03
47. Mazzella Gabriele di Raffaele . » 24 —
48. Giusti Vincenzo di Gregorio » 23,98
49. Lagrasta Giuseppe di Sergio » 23,94
50. Foti Natale di Carmelo, nato l'8 gennaio 1923 . . » 23,92
51. Caccese Giuseppe di Pompilio, nato il 26 maggio 1924 . . » 23,92
52. Sansone Pasquale di Filippo . . » 23,90
53. Testa Domenico di Primo . . » 23,88
54. Gallozzi Marcello di Ugo . . . » 23,80
55. Dati Franco di Camillo . . » 23,76
56. Proto Donato di Alfredo . . » 23,72
57. Guccione Stefano di Gioacchino . . » 23,57
58. D'Ercole Rinaldo di Rocco . . » 23,55
59. Crafa Angelo di Pellegrino . » 23,54
60. Ornano Francesco Mario di Antonio . » 23,50
61. Marino Carmelo di Corrado . . . » 23,48

62. Agrò Vincenzo di Angelo . . punti 23,41
63. Schiavone Gregorio di Francesco . . » 23,37
64. Colatutto Donato di Antonio . . » 23,33
65. Iemmola Calogero di Giuseppe . . » 23,30
66. Barucchi Francesco di Silvio . . » 23,20
67. Spallino Vincenzo di Lorenzo . . » 23,17
68. Pepe Dante di Alessandro . . . » 23,09
69. Purpura Giuseppe di Pietro . . . » 23,05
70. Gallo Giuseppe di Antonio, nato il 23 novembre 1922 . » 23,02
71. Piazzi Umberto di D... nato il 26 marzo » 23,02
72. Segala Umberto di Mario . . » 22,99
73. Rinaldi Pietro di Carmelo . . . » 22,93
74. De Venezia Ugo di Ciro . . . » 22,87
75. Scialdone Domenico di Raffaele . . » 22,85
76. Cordeschi Angelo di Pietro » 22,84
77. Lanzi Alberico di Francesco » 22,83
78. Carbone Enrico di Mario, nato il 24 luglio 1920 » 22,80
79. Coreno Mariano di Elia, nato il 21 giugno 1921 » 22,80
80. Perrino Annibale di Rocco » 22,76

La graduatoria approvata col presente decreto sarà trasmessa alla Corte dei conti per la registrazione e quindi pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 15 dicembre 1951

p. *Il Ministro*: BARESI

Registrato alla Corte dei conti, addì 18 febbraio 1952
Registro n. 8, foglio n. 86.

(1032)

MINISTERO DELLE FINANZE

Graduatoria del concorso a quarantasei posti di inserviente in prova nel ruolo del personale subalterno dell'Amministrazione provinciale delle imposte dirette.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Vista la legge 21 agosto 1921, n. 1312, e successive modificazioni, sull'assunzione obbligatoria dei mutilati ed invalidi di guerra, col relativo regolamento di applicazione approvato con regio decreto 29 gennaio 1922, n. 92;

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili dell'Amministrazione dello Stato;

Visto il regolamento per il personale dipendente dal Ministero delle finanze, approvato con regio decreto 23 marzo 1933, n. 185;

Visto il regio decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, sulla graduatoria dei titoli di preferenza per l'ammissione ai pubblici impieghi, e successive modificazioni;

Visto il decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, contenente norme per la concessione dei benefici ai combattenti della seconda guerra mondiale;

Visto il decreto Ministeriale 9 maggio 1949, con il quale venne indetto fra altri un concorso riservato al personale di ruolo e non di ruolo dipendente dal Ministero delle finanze e dalle altre Amministrazioni statali, per quarantasei posti per inserviente in prova nel ruolo del personale subalterno delle Imposte dirette;

Visti gli atti del Consiglio di amministrazione del personale subalterno e riconosciuta la regolarità del procedimento e della valutazione dei titoli;

Vista la graduatoria di merito firmata dal predetto Consiglio di amministrazione;

Decreta:

Art. 1.

E' approvata la seguente graduatoria generale di merito degli idonei al concorso per titoli per quarantasei posti di inserviente in prova nel ruolo del personale subalterno delle Imposte dirette, indetto con decreto Ministeriale 9 maggio 1949:

1. Matteucci Carlo, punti 96,10, croce di guerra al merito, combattente.
2. Perelli Adalberto, punti 91,60.
3. Riviello Giuseppe, punti 91,12, combattente.
4. Boe Lorenzo, punti 91,10, orfano di guerra, croce di guerra al merito, combattente.
5. Coruzzi Guido, punti 91,10, orfano di guerra.
6. Di Cola Emilio, punti 91,10, due croci di guerra al merito, combattente, coniugato con cinque figli.
7. Belardinelli Guido, punti 91,10, croce di guerra al merito, combattente, coniugato con tre figli, nato il 1° novembre 1900.
8. Piccirilli Pietrantonio, punti 91,10, croce di guerra al merito, combattente, coniugato con tre figli, nato il 17 gennaio 1911.
9. Interlenghi Dante, punti 91,10, croce al merito di guerra, combattente, coniugato con un figlio.
10. Calò Vincenzo, punti 91,10, combattente, coniugato con cinque figli.
11. Palombi Alessandro, punti 91,10, combattente, coniugato con due figli, nato il 9 maggio 1914.
12. Mignemi Francesco, punti 91,10, combattente, coniugato con due figli, nato il 5 febbraio 1915.
13. Scoccia Vito, punti 91,10, combattente, coniugato con un figlio, nato il 23 novembre 1902.
14. Clerici Domenico, punti 91,10, combattente, reduce dalla prigionia, coniugato con un figlio, nato il 17 maggio 1913.
15. Gaggioli Giuseppe, punti 91,10, combattente, reduce dalla prigionia, celibe.
16. Ostrifate Rodolfo, punti 91,10, coniugato con sette figli.
17. Boezi Gioacchino, punti 91,10, coniugato con quattro figli.
18. Soddu Antonio, punti 91,10, coniugato con tre figli.
19. Menichelli Vincenzo, punti 91,10, coniugato con due figli.
20. Ansaldi Giacomo, punti 91,10, coniugato con un figlio, nato il 21 marzo 1883.
21. Eliodoro Luigi, punti 91,10, coniugato con un figlio, nato l'8 maggio 1909
22. Avona Luigi, punti 90,88, combattente.
23. Olivieri Nicola, punti 90,86, combattente.
24. Mei Guido, punti 90,78, croce di guerra al merito.
25. Vecchio Carmelo, punti 90,70, combattente.
26. Lupotto Giuseppe, punti 90,70.
27. Barattini Gaetano, punti 90,62, combattente.
28. Restante Vitale, punti 90,54, croce di guerra al merito, combattente.
29. Ursò Carmelo, punti 90,46, combattente.
30. Aldrovandi Secondo, punti 90,38, orfano di guerra, croce di guerra al merito, combattente.
31. D'Agostino Francesco, punti 90,38, combattente.
32. Mechi Luigi, punti 90,38.
33. Di Noto Salvatore, punti 90,22, croce di guerra al merito, combattente, reduce dalla prigionia.
34. Buffa Domenico, punti 90,22, combattente.
35. Cacia Angelo, punti 89,98, orfano di guerra.
36. Aresu Efizio, punti 89,98, combattente.
37. Ciruzzi Filippo, punti 89,82, croce di guerra al merito, combattente.
38. Bellucci Angelo, punti 89,66, invalido civile per fatti di guerra.
39. Ruffini Enrico, punti 89,62, invalido di guerra, combattente, partigiano.
40. Nobili Emilio, punti 89,60, combattente.
41. Carratelli Angelo, punti 89,58, combattente.
42. Arena Giuseppe, punti 89,58.
43. Brambilla Giovanni, punti 89,34.
44. Cerri Rinaldo, punti 89,02.
45. Sorbara Giuseppe, punti 88,96, invalido per causa di servizio.
46. Venezia Giuseppe, punti 88,94, combattente.
47. Nasoni Fernando, punti 88,86.
48. Spettoli Giovanni, punti 88,72.
49. Aloisio Agostino, punti 88,62, combattente.
50. Massardo Augusto, punti 88,46, invalido di guerra, combattente.
51. Cavalera Luigi, punti 88,46, combattente.
52. Raponi Domenico, punti 88,38.
53. Comelli Luigi, punti 88,30, combattente.
54. Barbera Giovanni, punti 88,30.
55. Belanzoni Dante, punti 88,22.
56. Delle Fave Rocco, punti 87,98, invalido di guerra, combattente.
57. Viola Luigi, punti 87,98, combattente.
58. Strano Domenico, punti 87,90.
59. Daporto Emilio, punti 87,82, invalido di guerra, combattente.
60. Massimini Americo, punti 87,58, orfano di guerra.
61. Ottaviano Luigi, punti 87,20.

62. De Rosa Angelo, punti 87,06, combattente.
63. Fiorillo Angelo, punti 87,04.
64. Vinella Giuseppe, punti 86,96, combattente.
65. Francesconi Sergio, punti 86,78, combattente.
66. Casali Aldo, punti 86,70, combattente.
67. Di Giannatale Tullio, punti 86,64.
68. Massimino Giovanni, punti 86,62.
69. Venturi Giuseppe, punti 86,35, combattente.
70. Rusconi Antonio, punti 86,30.
71. Passarella Antonio, punti 86,20.
72. Morucci Luigi, punti 86,06, combattente.
73. Preta Giulio, punti 85,96, croce di guerra al merito.
74. Chiappe Oreste, punti 85,82, combattente.
75. Cappetti Vincenzo, punti 85,82.
76. Clo Goffredo, punti 85,76, combattente.
77. Lenzoni Ezio, punti 85,66, partigiano combattente.
78. Concudu Savino, punti 85,36.
79. Martinucci Giuseppe, punti 85,28, due croci di guerra al merito, combattente.
80. Vigiani Giuseppe, punti 85,20, combattente.
81. Boccarossa Ermando, punti 85,10, combattente.
82. Carbonella Giuseppe, punti 85,02, combattente.
83. Fornaro Bruno, punti 84,62, combattente.
84. Cecchini Domenico, punti 84,54, invalido di guerra, combattente.
85. Solinas Giovanni, punti 84,54, combattente.
86. Abbiati Giorgio, punti 84,48, combattente.
87. Rotondi Attilio, punti 84,46, combattente, reduce dalla prigionia.
88. Orso Pasquale, punti 84,38, invalido di guerra, combattente.
89. Bagnato Vitaliano, punti 84,38, croce di guerra al merito, combattente, reduce dalla prigionia.
90. Napolitano Raffaele, punti 84,38, combattente.
91. Di Bitonto Francesco, punti 84,30, invalido di guerra, combattente, reduce dalla prigionia.
92. Fiordomo Bruno, punti 84,30, combattente, reduce dalla prigionia.
93. Di Pasquale Francesco, punti 84,22, combattente.
94. Rizzo Pinna Raimondo, punti 84,14, combattente, reduce dalla prigionia, coniugato con tre figli.
95. Cucco Riccardo, punti 84,14, combattente, reduce dalla prigionia, coniugato con due figli.
96. Alaimo Calogero, punti 84,14, combattente, reduce dalla prigionia, coniugato con un figlio.
97. Nardulli Giuseppe, punti 83,82, combattente, coniugato con due figli.
98. Pasquale Gilberto, punti 83,82, combattente, coniugato con un figlio.
99. Puglia Giovanni, punti 83,82, combattente, celibe, nato il 31 marzo 1913.
100. De Guglielmo Giovanni, punti 83,82, combattente, celibe, nato il 3 aprile 1920.
101. Salzillo Remo, punti 83,26, combattente.
102. Abatematteo Antonio, punti 83,04, combattente, coniugato con un figlio, nato il 7 settembre 1916.
103. Frisone Giuseppe, punti 83,04, combattente, coniugato con un figlio, nato il 5 febbraio 1920.
104. Sortino Mario, punti 81,80.
105. Petrilli Pietro, punti 79,10.
106. Napolitano Paolo, punti 78,70, combattente.
107. Mazzi Dino, punti 77,50, combattente.
108. Carmicino Giovanni, punti 77,02.
109. Piubello Cesare, punti 77, croce di guerra al merito, combattente.
110. Arduino Carlo, punti 77, partigiano combattente.
111. Vitale Vincenzo, punti 76,90.
112. Santoro Gaetano, punti 76,38, invalido di guerra, figlio di invalido di guerra.
113. Di Vincenzo Renato, punti 75,42.
114. Vincenzi Vincenzo, punti 75,36.
115. D'Aleo Giuseppe, punti 75,35.
116. Genchi Donato, punti 75,14.
117. Serangeli Luigi, punti 74,60, invalido di guerra, due croci di guerra al merito, combattente.
118. Donati Vittorio, punti 74,60, orfano di guerra, tre croci di guerra al merito, combattente.
119. Spinelli Virginio, punti 74,60, orfano di guerra, combattente.
120. Aiello Biagio, punti 74,60, combattente.
121. Terrasi Antonino, punti 74,60, coniugato con quattro figli.
122. Emanuele Vittorio, punti 74,60, celibe.
123. Cornelio Nunzio, punti 74,28, combattente, coniugato con tre figli.
124. Piazza Giuseppe, punti 74,28, combattente, coniugato con due figli.
125. Sperini Vincenzo, punti 74,10, invalido di guerra, combattente, reduce dalla prigionia.
126. Lorenzo Nicola, punti 74,10, orfano di guerra, croce di guerra al merito, combattente, reduce dalla prigionia.
127. Bassu Pietro, punti 74,10, orfano di guerra, combattente, coniugato con tre figli.
128. Mazzaraco Pasquale, punti 74,10, orfano di guerra, combattente, coniugato con un figlio, nato il 2 gennaio 1913.
129. Cassinelli Carlo, punti 74,10, orfano di guerra, combattente, reduce da campo di internamento, coniugato con un figlio, nato il 31 gennaio 1916.
130. Grieco Luigi, punti 74,10, orfano di guerra, combattente, coniugato.
131. Genza Guerrino, punti 74,10, orfano di guerra.
132. Celani Paolino, punti 74,10, croce di guerra al merito, combattente, reduce dalla prigionia, coniugato con due figli.
133. Francavilla Giuseppe, punti 74,10, croce di guerra al merito, combattente, reduce dalla prigionia, coniugato con un figlio.
134. Di Blasi Agostino, punti 74,10, croce di guerra al merito, combattente, coniugato.
135. Prioretti Armando, punti 74,10, croce di guerra al merito, combattente, celibe.
136. Florio Mario, punti 74,10, croce di guerra al merito, coniugato con due figli.
137. Avanzi Oreste, punti 74,10, croce di guerra al merito, celibe.
138. Di Franco Fabrizio, punti 74,10, combattente, coniugato con sei figli.
139. Manuto Francesco, punti 74,10, combattente, reduce da campo di internamento, coniugato con quattro figli.
140. Iandolo Michele, punti 74,10, combattente, coniugato con tre figli, nato il 18 agosto 1896.
141. Campici Umberto, punti 74,10, combattente, coniugato con tre figli, nato il 15 marzo 1899.
142. Franetti Ziene, punti 74,10, combattente, coniugato con tre figli, nato il 26 agosto 1908.
143. Cuzzopoli Giovanni, punti 74,10, combattente, coniugato con tre figli, nato il 24 giugno 1909.
144. Bertelloni Duilio, punti 74,10, combattente, coniugato con tre figli, nato il 16 marzo 1910.
145. Leotta Antonino, punti 74,10, combattente, coniugato con tre figli, nato il 28 febbraio 1911.
146. Palla Rino, punti 74,10, combattente, coniugato con tre figli, nato l'8 aprile 1911.
147. Fortuna Giuseppe, punti 74,10, combattente, coniugato con tre figli, nato il 26 dicembre 1912.
148. Limone Pasquale, punti 74,10, combattente, coniugato con due figli, nato il 29 marzo 1896.
149. Violante Giuseppe, punti 74,10, combattente, coniugato con due figli, nato l'11 febbraio 1899.
150. Taburchi Dino, punti 74,10, combattente, coniugato con due figli, nato il 22 febbraio 1908.
151. Abramo Francesco, punti 74,10, combattente, coniugato con due figli, nato il 24 settembre 1909.
152. Festuccia Umberto, punti 74,10, combattente, coniugato con due figli, nato il 21 agosto 1914.
153. Di Marco Giuseppe, punti 74,10, combattente, coniugato con due figli, nato il 24 novembre 1917.
154. Semitaio Francesco, punti 74,10, combattente, coniugato con un figlio, nato il 19 marzo 1902.
155. Librani Gerardo, punti 74,10, combattente, coniugato con un figlio, nato il 28 febbraio 1910.
156. Battistoni Ugo, punti 74,10, combattente, reduce dalla prigionia, coniugato con un figlio, nato il 9 ottobre 1911.
157. Perfetti Vincenzo, punti 74,10, combattente, coniugato con un figlio, nato il 22 gennaio 1912.
158. Cugnera Ferruccio, punti 74,10, combattente, reduce dalla prigionia, coniugato con un figlio, nato il 22 aprile 1913.
159. Bilotta Luigi, punti 74,10, combattente, profugo giuliano, coniugato.
160. Melasecca Giovanni, punti 74,10, combattente, coniugato, nato il 13 novembre 1898.
161. Vergano Stefano, punti 74,10, combattente, celibe, nato il 26 ottobre 1907.
162. Cutolo Antonio, punti 74,10, combattente, celibe, nato il 26 febbraio 1909.
163. Fortunato Raffaele, punti 74,10, combattente, celibe, nato il 2 aprile 1913.

164. Terrenzio Berlantino, punti 74,10, combattente, celibe, nato il 25 marzo 1921.
165. Longo Giuseppe, punti 74,10, coniugato con sette figli, nato il 9 luglio 1895.
166. Iarrobino Nicola, punti 74,10, coniugato con sette figli, nato il 9 marzo 1909.
167. Polizzotto Francesco Paolo, punti 74,10, coniugato con tre figli, nato il 1° gennaio 1889.
168. Gazzara Santo, punti 74,10, coniugato con tre figli, nato il 14 febbraio 1904.
169. Desideri Desiderio, punti [illegible], coniugato con due figli.
170. Del Conte Domenico, punti 74,10, coniugato con un figlio, nato il 4 ottobre 1902.
171. Portalupi Silvio, punti 74,10, coniugato con un figlio, nato il 12 novembre 1904.
172. Cau Francesco, punti 74,10, coniugato con un figlio, nato il 20 febbraio 1909.
173. Cinquegrana Umberto, punti 74,10, coniugato con un figlio, nato il 26 giugno 1911.
174. Zecchino Gaetano, punti 74,10, profugo giuliano, coniugato.
175. Razzini Gino, punti 74,10, coniugato, nato il 5 novembre 1900.
176. Orletti Giuseppe, punti 74,10, coniugato, nato il 19 marzo 1906.
177. Pettine Felice, punti 74,10, coniugato, nato il 1° gennaio 1914.
178. Costarella Giuseppe, punti 74,10, coniugato, nato il 13 marzo 1915.
179. Bultrini Ferdinando, punti 74,10, celibe, nato il 21 luglio 1894.
180. Lucchini Egidio, punti 74,10, celibe, nato l'11 aprile 1908.
181. Margarita Salvatore, punti 73,96.
182. Dell'Api Pasquale, punti 73,94, combattente, profugo dell'Africa.
183. Zeccardo Samuele, punti 73,86, invalido di guerra.
184. Mallozzi Antonio, punti 73,78, combattente, coniugato con due figli.
185. Ricci Giovanni, punti 73,78, combattente, reduce dalla prigionia, coniugato con un figlio.
186. Giura Alfredo, punti 73,78, combattente, coniugato.
187. Allegretti Nestore, punti 73,70, combattente, coniugato con due figli.
188. Masiello Rocco, punti 73,70, combattente, coniugato con un figlio, nato il 16 novembre 1912.
189. Cardinale Salvatore, punti 73,70, combattente, coniugato con un figlio, nato il 14 aprile 1913.
190. Galeota Giuseppe, punti 73,70, coniugato con quattro figli.
191. Pergalani Amedeo, punti 73,70, coniugato con tre figli.
192. Di Pierri Giuseppe, punti 73,62, combattente.
193. Massimiani Mario, punti 73,62.
194. Laudonia Gabriele, punti 73,54, combattente, coniugato con cinque figli.
195. Viti Delfino, punti 73,54, combattente, coniugato con due figli.
196. Conte Michele, punti 73,54.
197. Raffaelli Geremia, punti 73,38, croce di guerra al merito, combattente.
198. Saglietto Maurizio, punti 73,38, combattente.
199. Vaccaro Calogero, punti 73,38.
200. Amenta Gaetano, punti 73,31, orfano di guerra, combattente.
201. Invaldi Giovanni, punti 73,30.
202. Scaduto Giuseppe, punti 73,22, combattente.
203. Damiano Francesco, punti 73,22.
204. Costanzo Nicola, punti 73,14, croce di guerra al merito.
205. Di Vincenzo Ettore, punti 73,10, combattente, reduce dalla prigionia.
206. Di Censo Silviero, punti 73,06.
207. Gioia Dante, punti 72,98, croce di guerra al merito, combattente.
208. Mancini Donato, punti 72,98, combattente.
209. Vetrugno Antonio, punti 72,98, coniugato con cinque figli.
210. Ianaro Silvano, punti 72,98, coniugato con un figlio.
211. Buccino Gabriele, punti 72,92, figlio di invalido di guerra.
212. Capasso Guglielmo, punti 72,90, combattente, reduce dalla prigionia.
213. La Torre Saro, punti 72,82, croce di guerra al merito, combattente.
214. Forte Dario, punti 72,74.
215. Giagnorio Luigi, punti 72,60, orfano di guerra.
216. Pisano Giovanni, punti 72,60, combattente, coniugato con tre figli, nato il 26 agosto 1895.
217. Amabile Luigi, punti 72,60, combattente, coniugato con tre figli, nato il 5 maggio 1900.
218. Cofaro Fedele, punti 72,60, combattente, coniugato con un figlio.
219. Mastropaolo Giuseppe, punti 72,60.
220. Ortu Salvatore, punti 72,58.
221. Vero Giuseppe, punti 72,52, invalido di guerra, orfano di guerra.
222. Rolli Loreto, punti 72,50, combattente, coniugato con cinque figli.
223. Caporale Federico, punti 72,50, combattente, coniugato con tre figli.
224. De Filippis Emilio, punti 72,50, coniugato con quattro figli.
225. Ortolani Gino, punti 72,50, coniugato con un figlio.
226. Sfoglietta Aldo, punti 72,42, partigiano combattente, coniugato con quattro figli.
227. Mariani Pierino, punti 72,42, combattente, coniugato.
228. Arena Francesco, punti 72,42.
229. Giuffredi Realino, punti 72,34, combattente.
230. Turcheschi Rino, punti 72,26, coniugato con un figlio.
231. Cianforlini Guerrino, punti 72,26, coniugato.
232. Melis Salvatore Antonio, punti 72,18, combattente.
233. Petrella Guarino, punti 72,10, combattente.
234. Maccione Francesco Paolo, punti 72,02, celibe, nato il 9 aprile 1903.
235. Mangiacapra Francesco, punti 72,02, celibe, nato il 21 dicembre 1910.
236. Rossi Erminio, punti 71,94, croce di guerra al merito, combattente.
237. Romolo Carmine, punti 71,86, combattente.
238. Ferrero Andrea, punti 71,86.
239. Spanu Salvatore, punti 71,78, figlio di invalido di guerra.
240. Di Battista Antonio, punti 71,74, croce di guerra al merito, combattente, partigiano combattente.
241. Manzo Francesco, punti 71,72, combattente.
242. Lanza Antonino, punti 71,72.
243. Lanzo Ugo, punti 71,70, combattente.
244. Guadagno Orlando, punti 71,70.
245. Cambri Gino, punti 71,64, invalido di guerra.
246. Donatelli Nicola, punti 71,54, invalido di guerra.
247. Asciutti Aldo, punti 71,54, coniugato con tre figli.
248. Riccardi Leonardo, punti 71,54, coniugato.
249. Nannetti Modesto, punti 71,54, celibe.
250. Pitruzzella Agostino, punti 71,48, combattente.
251. Ciaurro Raffaele, punti 71,46, combattente.
252. Distinto Vincenzo, punti 71,46, coniugato con tre figli.
253. La Bella Michele, punti 71,46, celibe.
254. De Vitis Francesco, punti 71,44, orfano di guerra, combattente.
255. Pane Vincenzo, punti 71,38, invalido di guerra.
256. Raimondi Arcangelo, punti 71,34, grande invalido del lavoro.
257. De Santis Giuseppe, punti 71,22.
258. Zighetti Ettore, punti 70,98, coniugato con un figlio.
259. Amendolia Francesco, punti 70,98, coniugato.
260. Pagano Emilio, punti 70,96, combattente, reduce dalla prigionia.
261. Cannucciari Icaro, punti 70,86, combattente, partigiano combattente.
262. Falco Raffaele, punti 70,86.
263. Boa Policarpo, punti 70,74, orfano di guerra, combattente, partigiano combattente.
264. Fontani Ivo, punti 70,66.
265. Cantante Pasquale, punti 70,58, combattente.
266. Pianigiani Giuseppe, punti 70,50, coniugato.
267. Mondi Michele, punti 70,50, celibe.
268. Visalli Ernesto, punti 70,28, combattente.
269. Lops Matteo, punti 70,26, combattente.
270. Caputo Enrico, punti 70,26, celibe, nato il 24 maggio 1886.
271. Scioti Giovanni, punti 70,26, celibe, nato il 20 aprile 1922.
272. Giausa Marino, punti 70,20, orfano di guerra.
273. Falco Giuseppe, punti 70,19.
274. Brilli Quintilio, punti 70,18, coniugato con un figlio.
275. Gatto Michele, punti 70,18, celibe.
276. Pellizzari Giovanni, punti 70,10.
277. Cinquepalmi Giovanni, punti 70,02, combattente, coniugato con due figli.
278. Totani Guido, punti 70,02, combattente, celibe.
279. Greco Luigi, punti 70,02, coniugato con quattro figli.
280. Citterio Ferdinando, punti 70,02, coniugato con tre figli.
281. De Maio Vincenzo, punti 69,86, combattente.
282. Salvador Giovanni, punti 69,79.

283. D'Itri Michele, punti 69,64.
284. Sperante Francesco, punti 69,57.
285. Bartolucci Mauro, punti 69,38, combattente.
286. Barbato Vincenzo, punti 69,30, invalido di guerra, combattente.
287. Scarantino Michele, punti 69,22, croce di guerra al merito, combattente.
288. Bignami Ettore, punti 69,22, combattente.
289. Marzullo Vito Nicola, punti 69,22, coniugato con tre figli.
290. Bucchino Giuseppe, punti 69,22, coniugato con due figli.
291. Russo Antonio, punti 69,14, invalido di guerra.
292. Chiariello Settimio, punti 69,14, combattente, reduce dalla prigionia, coniugato con sei figli.
293. Mencacci Ubaldo, punti 69,14, combattente, coniugato con un figlio.
294. Bellio Gino, punti 69,14, combattente, celibe.
295. Labruna Ciro, punti 69,09, combattente.
296. Assennato Vincenzo, punti 69,06, invalido di guerra, combattente.
297. Lio Vincenzo, punti 69,06, combattente.
298. Romano Andrea, punti 68,98, invalido di guerra.
299. Valeriani Silvio, punti 68,98.
300. Rizzo Giuseppe, punti 68,92, coniugato con quattro figli.
301. Rodigoi Ampelio, punti 68,92, celibe.
302. Grittani Salvatore, punti 68,82, due croci di guerra al merito, combattente.
303. Masè Angelo, punti 68,82, croce di guerra al merito.
304. Abrignano Francesco, punti 68,82, internato politico.
305. De Pasquale Placido, punti 68,74, combattente, reduce da campo di internamento, coniugato con due figli.
306. Ciuffini Renzo, punti 68,74, combattente, reduce dalla prigionia, coniugato con un figlio.
307. Paolini Gabriele, punti 68,74.
308. Ruffini Remo, punti 68,66, combattente.
309. Galletti Giovanni, punti 68,66.
310. Mareschi Mario, punti 68,61, partigiano combattente.
311. Peluso Giuseppe, punti 68,60.
312. Laconca Vincenzo, punti 68,50, combattente, coniugato con tre figli.
313. Sforza Mario, punti 68,50, combattente, reduce dalla prigionia, coniugato.
314. Foffi Antonio, punti 68,50, combattente, celibe.
315. Parlati Nicola, punti 68,50.
316. Regno Angelo, punti 68,44.
317. Sinicco Sante, punti 68,42, invalido di guerra, croce di guerra al merito, combattente.
318. Panzieri Carlo, punti 68,42, orfano di guerra, combattente, reduce dalla prigionia.
319. Varano Umberto, punti 68,42, combattente.
320. Mirasole Raffaele, punti 68,36, invalido di guerra, combattente.
321. Gasperini Angelo, punti 68,34, combattente, coniugato con tre figli.
322. Amoroso Calogero, punti 68,34, combattente, coniugato con due figli.
323. Terrone Francesco, punti 68,34, combattente, celibe.
324. De Monte Giuseppe, punti 68,34.
325. Cerreta Michele, punti 68,28, invalido di guerra, combattente.
326. Fantaccioni Mario, punti 68,27, combattente.
327. Lanfredi Alterigio, punti 68,26, combattente.
328. D'Intino Aroldo, punti 68,18, combattente.
329. Lorenzelli Ezio, punti 68,12, combattente.
330. Mazzulla Emilio, punti 68,10, coniugato con sei figli.
331. Alia Paolo, punti 68,10, coniugato con un figlio.
332. Manganiello Felice, punti 68,04, combattente.
333. Piccitto Giovanni, punti 68,02, combattente.
334. Colagiovanni Francesco, punti 67,96, orfano di guerra, combattente.
335. Gambitta Giuseppe, punti 67,96.
336. Ruggirello Francesco, punti 67,94, figlio di invalido di guerra, combattente.
337. Pizzola Luigi, punti 67,88, combattente, reduce dalla prigionia, coniugato con due figli.
338. Bignami Gino, punti 67,88, combattente, coniugato con un figlio.
339. Peluso Pasquale, punti 67,88, coniugato con tre figli.
340. Perrotta Domenico, punti 67,88, coniugato con un figlio.
341. Paiella Giuseppe, punti 67,86, combattente.
342. Cavinato Guglielmo, punti 67,80, combattente.
343. Maimeri Angelo, punti 67,78, combattente, coniugato.
344. Maggi Mario, punti 67,78, combattente, reduce dalla prigionia, celibe, nato il 9 maggio 1920.
345. Massarotto Anselmo, punti 67,78, reduce dalla prigionia, celibe, nato il 3 dicembre 1923.
346. Rolfo Giacomo, punti 67,76, combattente.
347. Rio Giuseppe, punti 67,72, combattente, coniugato con un figlio.
348. Valentini Benedetto, punti 67,70, invalido di guerra, combattente.
349. Labricciosa Antonio, punti 67,70, invalido di guerra.
350. Ciorciaro Arcangelo, punti 67,70, croce di guerra al merito, combattente.
351. Sparti Vincenzo, punti 67,70, combattente, coniugato con un figlio.
352. Aprile Cosimo, punti 67,70, combattente, coniugato.
353. Perota Domenico, punti 67,70.
354. Ravalli Sebastiano, punti 67,64, figlio di invalido di guerra, combattente, reduce dalla prigionia.
355. Lombardi Rocco, punti 67,62, invalido di guerra, combattente, reduce dalla prigionia, coniugato con tre figli.
356. Messina Mario, punti 67,62, invalido di guerra, combattente, celibe.
357. De Francesco Giuseppe, punti 67,62, combattente, coniugato.
358. Cairoli Antonio, punti 67,62, combattente, reduce dalla prigionia, celibe.
359. Mascellani Romeo, punti 67,54, combattente, figlio di caduto civile per fatti di guerra.
360. Liberato Aristodemo, punti 67,54, combattente.
361. Mattioli Pietro, punti 67,52.
362. Longo Vincenzo, punti 67,46, combattente, coniugato con tre figli.
363. Beccalossi Faustino, punti 67,46, combattente, reduce dalla prigionia, coniugato con due figli.
364. Bartocci Elio, punti 67,46, combattente, coniugato, nato il 19 giugno 1912.
365. De Bernardinis Romolo, punti 67,46, combattente, coniugato, nato l'8 settembre 1921.
366. Navini Luigi, punti 67,38, combattente, coniugato con due figli.
367. Priorelli Tito, punti 67,38, combattente, coniugato con un figlio.
368. Magliaro Pio, punti 67,30, combattente, coniugato con due figli, nato il 17 settembre 1910.
369. Menditto Mario, punti 67,30, combattente, coniugato con due figli, nato il 17 maggio 1918.
370. Maffeo Francesco, punti 67,30, combattente, coniugato con un figlio, nato il 22 maggio 1906.
371. Marinaro Carmelo, punti 67,30, combattente, coniugato con un figlio, nato il 26 giugno 1915.
372. Pandolfo Gaetano, punti 67,30, combattente, coniugato, nato il 20 agosto 1917.
373. Smedile Gaetano, punti 67,30, combattente, coniugato, nato il 1° aprile 1919.
374. Massimiani Alberto, punti 67,30, combattente, coniugato, nato il 14 aprile 1920.
375. Forlani Federico, punti 67,30, combattente, reduce dalla prigionia, celibe.
376. Melilli Raffaele, punti 67,22, invalido di guerra, orfano di guerra, croce di guerra al merito, combattente.
377. Carducci Giuseppe, punti 67,22, invalido di guerra, combattente.
378. Rufini Quintilio, punti 67,22, reduce da campo di internamento, coniugato con due figli, nato il 15 ottobre 1906.
379. Tasselli Eufranio, punti 67,22, combattente, coniugato con due figli, nato il 20 aprile 1911.
380. Barraco Ettore, punti 67,22, combattente, coniugato con un figlio, nato l'8 luglio 1918.
381. Frustaci Francesco, punti 67,22, combattente, coniugato con un figlio, nato il 20 marzo 1921.
382. Stanzani Giorgio, punti 67,22, combattente, reduce dalla prigionia, celibe.
383. Scollo Giuseppe, punti 67,18, combattente, reduce dalla prigionia.
384. Nirchio Cosimo, punti 67,18.
385. Cabassi Corrado, punti 67,14, croce di guerra al merito, combattente.
386. Vittorini Enrico, punti 67,14, combattente, coniugato con tre figli.
387. Marino Giacomo, punti 67,14, combattente, coniugato con due figli.
388. Pergalani Primo, punti 67,14, combattente, coniugato con un figlio.
389. Farisco Liberato, punti 67,14.

390. Addonizio Firmino, punti 67,06, combattente, coniugato con quattro figli.
391. Garfi Paolo, punti 67,06, reduce dalla prigionia, coniugato con due figli.
392. Salerno Vito, punti 67, combattente, reduce dalla prigionia.
393. Attili Oberdan, punti 66,98, combattente, coniugato con due figli, nato il 14 luglio 1915.
394. Caporossi Vittorio, punti 66,98, combattente, coniugato con due figli, nato il 19 settembre 1917.
395. De Dominicis Vincenzo, punti 66,98, combattente, coniugato con due figli, nato il 16 settembre 1923.
396. Marinelli Francesco, punti 66,98, combattente, celibe.
397. Bandini Giuseppe, punti 66,92, combattente, coniugato con due figli.
398. Buono Antonio, punti 66,92, combattente, coniugato con un figlio.
399. Valente Ernesto, punti 66,92.
400. De Blasio Giuseppe, punti 66,90, tre croci di guerra al merito, combattente, reduce dalla prigionia.
401. Piscopo Crescenzo, punti 66,90, combattente, reduce dalla prigionia, coniugato con un figlio, nato il 1° gennaio 1912.
402. Bertinieri Adelmo, punti 66,90, combattente, reduce dalla prigionia, coniugato con un figlio, nato il 13 marzo 1915.
403. Maggi Giuseppe, punti 66,90, combattente, reduce dalla prigionia, coniugato con un figlio, nato il 10 ottobre 1919.
404. Mami Antonino, punti 66,90, combattente, celibe.
405. Fisicaro Francesco, punti 66,88, combattente.
406. Palumbo Tonino, punti 66,84, combattente, reduce dalla prigionia.
407. Scordo Salvatore, punti 66,82, combattente, coniugato.
408. Andreozzi Raffaele, punti 66,82, combattente, celibe, nato il 17 aprile 1918.
409. Mugnano Michele, punti 66,82, combattente, celibe, nato il 26 ottobre 1919.
410. Arnese Antonino, punti 66,76, combattente.
411. Petrera Leonardo, punti 66,74, combattente.
412. Del Giudice Pasquale, punti 66,68, combattente, reduce dalla prigionia, coniugato con sei figli.
413. Bevilacqua Francesco, punti 66,68, combattente, celibe.
414. Moscatelli Andrea, punti 66,66, combattente, reduce dalla prigionia.
415. Ferrara Sebastiano, punti 66,60, croce di guerra al merito, combattente.
416. Colangelo Orazio, punti 66,58, orfano di guerra, combattente, reduce dalla prigionia.
417. Desiderio Mario, punti 66,58.
418. De Berti Nazareno, punti 66,55, combattente, reduce dalla prigionia.
419. Campo Paolo, punti 66,52, combattente, reduce dalla prigionia.
420. Rausa Ferdinando, punti 66,52.
421. Di Basilio Vittorio, punti 66,44, invalido di guerra.
422. Gibilaro Giuseppe, punti 66,28, combattente.
423. Mariani Nicola, punti 66,26, combattente, coniugato con un figlio, nato il 15 gennaio 1905.
424. Gentili Attilio, punti 66,26, combattente, reduce dalla prigionia, coniugato con un figlio, nato il 5 gennaio 1912.
425. Ruggeri Salvatore, punti 66,18, invalido di guerra.
426. Cau Primo Renzo, punti 66,18, combattente, coniugato con tre figli.
427. De Santis Armando di Adolfo, punti 66,18, combattente, celibe.
428. De Santis Armando fu Nicola, punti 66,18.
429. Danese Galano Armando, punti 66,06, combattente.
430. Negro Antonio, punti 66,02, combattente, reduce dalla prigionia, coniugato con tre figli, nato il 1° dicembre 1899.
431. Carabotti Francesco, punti 66,02, combattente, coniugato con tre figli, nato il 4 gennaio 1918.
432. Ceccarelli Vittorio, punti 66,02, combattente, coniugato con un figlio, nato il 18 giugno 1918.
433. Donadio Severino, punti 66,02, combattente, coniugato con un figlio, nato il 18 giugno 1918.
434. Pillone Giuseppe, punti 66,02, combattente, coniugato con un figlio, nato il 20 dicembre 1921.
435. Perfetto Antonio, punti 66,02, combattente, celibe.
436. Russo Giuseppe, punti 65,97, combattente.
437. Santangelo Vincenzo, punti 65,74, croce di guerra al merito, combattente.
438. Napoletano Antonio, punti 65,72, orfano di guerra, reduce dalla prigionia.
439. Salvatore Carmine, punti 65,72, combattente.
440. Lionetti Liborio, punti 65,68, combattente.
441. Fabrizio Eustacchio, punti 65,18, combattente.
442. Salerno Salvatore, punti 65,16.
443. Fiorillo Giuseppe, punti 65,02, combattente, reduce da campo di internamento.
444. D'Ignoti Orazio, punti 65,01.
445. Maniaci Vittorio, punti 64,98, combattente.
446. Aresu Placido, punti 64,97, combattente.
447. Manili Antonio, punti 64,76, combattente.
448. Violante Alessio, punti 64,68, combattente.
449. Caddeo Luigi, punti 64,60, combattente, coniugato con un figlio.
450. Cardile Giuseppe, punti 64,60, combattente, celibe.
451. Accarino Davide, punti 63,50, combattente.
452. Diofebi Gastone, punti 55,18.
453. Cibelli Alberto, punti 54,78.
454. Manenti Francesca Romana, punti 36,31.
455. Altea Vincenzo, punti 36,28.
456. Cultrera Sebastiano, punti 23,28.
457. Biancalani Otello, punti 23,10, orfano di guerra.
458. Benocci Alberto, punti 23,10, coniugato con sei figli.
459. Paolillo Savino, punti 23,10, coniugato con quattro figli.
460. Fedi Dino, punti 23,10, coniugato con due figli, nato il 10 marzo 1901.
461. Petriglia Teresa, punti 23,10, coniugata con due figli, nata il 31 ottobre 1914.
462. Furlan Antonio, punti 23,10, coniugato con un figlio.
463. Rorato Giovanni, punti 23,10, profugo Africa.
464. Attardo Pietro, punti 22,38.
465. Spalluto Pasquale, punti 22,30.
466. Zanat Massimo Mario, punti 21,98.
467. Apostoli Armando, punti 21,90, invalido civile per fatti di guerra, profugo giuliano.
468. Cosma Antonio, punti 21,82.
469. Lucaroni Vincenzo, punti 21,60, coniugato con due figli, nato il 19 maggio 1903.
470. Di Siervi Enrico, punti 21,60, coniugato con due figli, nato il 14 ottobre 1907.
471. Caprioli Luigi, punti 21,58, celibe, nato il 10 maggio 1900.
472. Lambertini Amelio, punti 21,58, celibe, nato il 26 giugno 1912.
473. Camarda Dante, punti 21,42.
474. Mazzoli Massimiliano, punti 21,18.
475. Falcioni Giuliana, punti 21,16.
476. Cocino Giovanni, punti 21,12.
477. Catalano Mario, punti 20,94, celibe, nato l'11 settembre 1913.
478. Villani Maria Wanda, punti 20,94, nubile, nata il 31 luglio 1921.
479. Rovesta Aldo, punti 20,78.
480. Antognella Marcella, punti 20,70.
481. Perretta Vincenzo, punti 20,62.
482. Albertazzi Anselmo, punti 20,56.
483. Mottola Umberto, punti 20,38.
484. Marocchini Eugenia, punti 20,30, nubile, nata il 18 dicembre 1907.
485. Genova Antonio, punti 20,30, celibe, nato il 1° agosto 1926.
486. Bompadre Alvaro, punti 20,22, coniugato con due figli.
487. Cassinelli Giuseppe, punti 20,22, celibe.
488. Guerrino Ida, punti 20,14.
489. Scordino Armando, punti 20,06, coniugato con un figlio.
490. Berzano Giuseppe, punti 20,06, coniugato.
491. Mondi Giovanni, punti 19,98.
492. Origgi Sergio, punti 19,92.
493. Orlandi Lucia, punti 19,82.
494. Babuin Gino, punti 19,68.
495. Tafini Giovanna, punti 19,66.
496. Docci Liliana, punti 19,36.
497. Dainelli Pietro, punti 19,34.
498. Natale Luigi, punti 19,28.
499. Nucci Remo, punti 18,64.
500. Maturo Eugenio, punti 18,62.
501. Caprarica Francesco, punti 18,38, coniugato, nato il 14 marzo 1894.
502. Taliani Bruno, punti 18,38, coniugato, nato l'8 aprile 1906.
503. Raineri Giovanni, punti 18,24.
504. Cosentino Raffaele, punti 18,22.
505. Profilo Cosimo, punti 17,82.
506. Trentini Anselmo, punti 17,76.
507. Cerotti Orlando, punti 17,66.
508. Danile Angela, punti 17,02.
509. Mollo Angela, punti 15,36.
510. Farinola Giovanni, punti 15,12.

Art. 2.

Sono dichiarati vincitori del concorso predetto, nell'ordine seguente, i candidati:

1. Matteucci Carlo
2. Perelli Adalberto
3. Riviello Giuseppe
4. Boe Lorenzo
5. Coruzzi Guido
6. Di Cola Emilio
7. Belardinelli Guido
8. Piccirilli Pietrantonio
9. Interlenghi Dante
10. Calò Vincenzo
11. Palombi Alessandro
12. Mignemi Francesco
13. Scoccia Vito
14. Clerici Domenico
15. Gaggioli Giuseppe
16. Ostrifate Rodolfo
17. Boezi Gioacchino
18. Soddu Antonio
19. Menichelli Vincenzo
20. Ansaldi Giacomo
21. Eliodoro Luigi
22. Avona Luigi
23. Olivieri Nicola
24. Mei Guido
25. Vecchio Carmelo
26. Lupotto Giuseppe
27. Barattini Gaetano
28. Restante Vitale
29. Urso Carmelo
30. Aldrovandi Secondo
31. D'Agostino Francesco
32. Mechi Luigi
33. Di Noto Salvatore
34. Buffa Domenico
35. Cacia Angelo
36. Aresu Efizio
37. Ciruzzi Filippo
38. Bellucci Angelo
39. Ruffini Enrico
40. Nobili Emilio
41. Carratelli Angelo
42. Arena Giuseppe
43. Brambilla Giovanni
44. Cerri Rinaldo
45. Sorbara Giuseppe
46. Venezia Giuseppe

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 15 giugno 1951

Il Ministro: VANONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 31 *gennaio* 1952
Registro Finanze n. 4, *foglio n.* 123

(923)

PREFETTURA DI LECCE

Varianti alla graduatoria del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Lecce

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI LECCE

Visto il proprio decreto n. 12778 del 5 ottobre 1951, col quale venivano designati per le rispettive condotte i vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti al 30 novembre 1946;

Considerato che il dott. Cesare Tronci designato per la condotta di Zollino ha rinunziato alla nomina in detto Comune come da comunicazione in data 15 febbraio 1952;

Ritenuto che occorre provvedere alla designazione di altro candidato idoneo, che segue immediatamente in graduatoria ed abbia chiesto quella sede in ordine di preferenza;

Visti gli articoli 36 e 69 del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regolamento sui concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie;

Decreta:

In seguito alla rinunzia del dott. Cesare Tronci è dichiarato vincitore della condotta di Zollino il dott. Imperiale Salvatore di Oronzo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali di questa Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del Comune interessato.

Lecce, addì 18 febbraio 1952

Il prefetto: MIGLIORE

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI LECCE

Visto il proprio decreto n. 12778 del 5 ottobre 1951, col quale venivano designati per le rispettive condotte i vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti al 30 novembre 1946;

Considerato che il dott. Valzano Umberto designato per la 2ª condotta di Trepuzzi ha rinunziato alla nomina in detto Comune come da comunicazione in data 14 febbraio 1952;

Ritenuto che occorre provvedere alla designazione di altro candidato idoneo, che segue immediatamente in graduatoria ed abbia chiesto quella sede in ordine di preferenza;

Visti gli articoli 36 e 69 del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regolamento sui concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie;

Decreta:

In seguito alla rinunzia del dott. Valzano Vincenzo è dichiarato vincitore della 2ª condotta di Trepuzzi il dott. Pellegrini Pietrangelo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali di questa Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del Comune interessato.

Lecce, addì 22 febbraio 1952

Il prefetto: MIGLIORE

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI LECCE

Visto il proprio decreto n. 12778 del 5 ottobre 1951, col quale venivano designati per le rispettive condotte i vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti al 30 novembre 1946;

Considerato che il dott. Franco Arnaldo designato per la 2ª condotta di Ugento ha rinunziato alla nomina in detto Comune come da comunicazione in data 18 febbraio 1952;

Ritenuto che occorre provvedere alla designazione di altro candidato idoneo, che segue immediatamente in graduatoria ed abbia chiesto quella sede in ordine di preferenza;

Visti gli articoli 36 e 69 del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regolamento sui concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie;

Decreta:

In seguito alla rinunzia del dott. Franco Arnaldo è dichiarato vincitore della 2ª condotta di Ugento il dott. Coluccia Salvatore di Emanuele.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali di questa Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del Comune interessato.

Lecce, addì 22 febbraio 1952

Il prefetto: MIGLIORE

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI LECCE

Visto il proprio decreto n. 12778 del 5 ottobre 1951, col quale venivano designati per le rispettive condotte i vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti al 30 novembre 1946;

Considerato che il dott. Dell'Anna Francesco fu Ilarione designato per la 2ª condotta di Carmiano (frazione Magliano) ha rinunziato alla nomina in detto Comune come da comunicazione in data 18 febbraio 1952;

Ritenuto che occorre provvedere alla designazione di altro candidato idoneo, che segue immediatamente in graduatoria ed abbia chiesto quella sede in ordine di preferenza;

Visti gli articoli 36 e 69 del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regolamento sui concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie;

Decreta:

In seguito alla rinunzia del dott. Dell'Anna Francesco fu Ilarione è dichiarato vincitore della 2ª condotta di Carmiano (frazione Magliano) il dott. Grasso Antonio.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali di questa Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del Comune interessato.

Lecce, addì 22 febbraio 1952

Il prefetto: MIGLIORE

(981)

PREFETTURA DI SONDRIO

Graduatoria generale del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Sondrio

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI SONDRIO

Visto il proprio decreto 10 marzo 1950, n. 7495-San., modificato con decreto 27 giugno 1950, n. 14647-San., con cui veniva indetto pubblico concorso per titoli ed esami per il conferimento dei posti di medico condotto vacanti in provincia di Sondrio alla data del 30 novembre 1949;

Ritenuto che l'apposita Commissione giudicatrice, nominata con decreto dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica 28 marzo 1951, n. 20446.2/9773, ha esaurito i propri lavori;

Esaminati i verbali delle riunioni tenute dalla predetta Commissione ed accertata la regolarità del procedimento seguito;

Visti gli articoli 23 e 55 del regolamento per i concorsi ai posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria del concorso di cui alle premesse per il conferimento dei posti di medico condotto vacanti in provincia di Sondrio:

1.	Molteni dott. Bruno	punti	124,910	su 150
2.	Leone dott. Pasquale	»	111,010	»
3.	Gilardi dott. Luigi	»	109,390	»
4.	Muffatti dott. Ugo	»	92,160	»
5.	Borsi dott. Antonio	»	90,745	»
6.	Fertitta dott. Francesco	»	89;550	»
7.	Francoli dott. Giuseppe	»	88,830	»
8.	Bregola dott. Romolo	»	83.960	»
9.	Pollini dott. Antonio	»	83,735	»
10.	Lorenzini dott. Benigno	»	82,620	»
11.	Giumelli dott. Giuseppe	»	82,380	»
12.	Monti dott. Piero	»	80,480	»
13.	Galbusera dott. Domenico	»	79,645	»
14.	Berbenni dott. Emilio	»	79,490	»
15.	Speziali dott. Pellegrino	»	78,480	»
16.	Putzu dott. Gino	»	78,465	»
17.	Franceschi dott. Niso	»	78,340	»
18.	Bruno dott. Giuseppe	»	77,585	»
19.	Dominici dott. Romans	»	76,415	»
20.	Volontè dott. Luigi	»	75,760	»
21.	Bongioni dott. Diego	»	75,740	»
22.	Sonceili dott. Vittorio	»	75,650	»
23.	Antoci dott. Rosario	»	75,400	»
24.	Ferrari dott. Franco	»	75,010	»
25.	Carbonin dott. Giorgio	»	74,200	»
26.	Gianatti dott. Attilio	»	72,860	»
27.	Aliverti dott. Attilio	»	72,800	»
28.	Monguzzi dott. Angelo	»	71,780	»
29.	Mancusi dott. Francesco	»	71,230	»
30.	Grosso dott. Emanuele	»	68,950	»
31.	Romegialli dott. Lombardo	punti	68,800	su 150
32.	Sandrini dott. Santo	»	68,655	»
33.	Azzola dott. Gino	»	68,170	»
34.	Galli dott. G. Battista	»	67,795	»
35.	Maggioni dott. Gaetano	»	65,715	»
36.	Manno dott. Giuseppe	»	65,665	»
37.	D'Urso dott. Teodosio	»	55,950	»
38.	Ottobrelli dott. Ugo	»	52,750	»
39.	Cavallini dott. Giulio	»	52,500	»

Il presente decreto sarà pubblicato, ai sensi e per gli effetti di cui all'art. 23 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Sondrio, addì 16 febbraio 1952

Il prefetto: MOROSI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI SONDRIO

Richiamato il proprio decreto n. 4024 Div. 3ª San. in pari data, con il quale è stata approvata la graduatoria dei concorrenti ai posti di medico condotto vacanti in Provincia, di cui al bando di concorso 10 marzo 1950, n. 7495-San., modificato con decreto 27 giugno 1950, n. 14647-San.;

Ritenuta la necessità di procedere alla dichiarazione dei vincitori del concorso stesso;

Visto l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visti gli articoli 23, 24 e 55 del regolamento per i concorsi ai posti di sanitari condotti addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie approvato con regio decreto 11 marzo 1935, numero 281;

Decreta:

I sottoindicati concorrenti sono dichiarati vincitori del concorso di cui alle premesse per il posto a fianco di ciascuno indicato:

1) Molteni dott. Bruno: Morbegno (1ª condotta);
2) Leone dott. Pasquale: consorzio di Colorina;
3) Gilardi dott. Luigi: Sondrio (1ª condotta);
4) Mufatti dott. Ugo: Montagna;
5) Borsi dott. Antonio: Valdisotto;
6) Fertitta dott. Francesco: consorzio Novate Mezzola;
7) Bregola dott. Romolo: Grosotto;
8) Pollini dott. Antonio: Bianzone;
9) Lorenzini dott. Benigno: Tartano.

Il presente decreto sarà pubblicato ai sensi e per gli effetti di cui all'art. 23 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e dei Comuni interessati.

Sondrio, addì 16 febbraio 1952

Il prefetto: MOROSI

(926)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.